

TERMES DE RÉFÉRENCE INITIATIVE URBAINE EUROPÉENNE – ACTIONS INNOVATRICES

DEUXIEME APPEL A PROPOSITIONS EUI-IA
31/05/2023 – 05/10/2023

31/05/2023



Co-funded by
the European Union



Sommaire

1.	INTRODUCTION	3
2.	AUTORITES ELIGIBLES - QUI PEUT DEMANDER UN SOUTIEN.....	4
2.1	PREMIÈRE CATEGORIE.....	5
2.2	DEUXIÈME CATEGORIE	6
2.3	TROISIÈME CATEGORIE	7
2.4	EXIGENCES COMMUNES AUX AUTORITES URBAINES ELIGIBLES	8
3.	COUVERTURE THEMATIQUE DU DEUXIEME APPEL A PROPOSITIONS DE L'EUI-HA	9
3.1	ÉCOLOGISATION DES VILLES.....	10
	DÉFINITION GÉNÉRALE ET CONTEXTE DU THÈME « ÉCOLOGISATION DES VILLES ».....	10
	PERTINENCE ET RÔLE DES AUTORITÉS URBAINES.....	12
	INVITATIONS AUX AUTORITÉS URBAINES.....	13
	OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE COHÉSION	14
	INDICATEURS DE RÉSULTATS ET DE RÉALISATIONS.....	15
3.2	TOURISME DURABLE.....	17
	DÉFINITION GÉNÉRALE ET CONTEXTE DU THÈME « TOURISME DURABLE ».....	17
	PERTINENCE ET RÔLE DES AUTORITÉS URBAINES.....	19
	INVITATIONS AUX AUTORITÉS URBAINES.....	19
	OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE COHÉSION	20
	INDICATEURS DE RÉSULTATS ET DE RÉALISATIONS.....	21
3.3	METTRE A PROFIT LES TALENTS DANS LES VILLES EN DECROISSANCE.....	22
	DÉFINITION GÉNÉRALE ET CONTEXTE DU THÈME « METTRE À PROFIT LES TALENTS DANS LES VILLES EN DÉCROISSANCE »	22
	PERTINENCE ET RÔLE DES AUTORITÉS URBAINES.....	24
	INVITATIONS AUX AUTORITÉS URBAINES.....	25
	OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE COHÉSION	27
	INDICATEURS DE RÉSULTATS ET DE RÉALISATIONS.....	28
4.	PHASES DU PROJET	30
5.	PRINCIPES DE FINANCEMENT	31
6.	CRÉATION ET DÉVELOPPEMENT DE PROJETS	32
6.1	PARTENARIAT.....	32
6.2	LOGIQUE D'INTERVENTION ET PLAN DE TRAVAIL DU PROJET	36
6.3	SOUTIEN D'EXPERTS.....	37
6.4	TRANSFERT	38
6.5	CATÉGORIES DE COUTS	40
7.	PROCÉDURE DE CANDIDATURE.....	42

8.	PROCESSUS DE SELECTION	43
8.1	CONTRÔLE D'ELIGIBILITE	43
8.2	ÉVALUATION STRATEGIQUE	45
8.3	ÉVALUATION OPERATIONNELLE	46
8.4	SYSTÈME DE NOTATION DE L'EVALUATION	47
8.5	CRITERES D'EXCLUSION DES CANDIDATS A UNE SUBVENTION	47
9.	PHASE D'INITIATION ET CONTRACTUALISATION	49
10.	COMMENT OBTENIR DE L'AIDE.....	50
11.	DATES CLÉS	50

1. INTRODUCTION

Le paquet législatif de la politique de cohésion pour 2021-2027 comprend la mise en place de l'Initiative urbaine européenne (définie à l'article 12 du Règlement n° 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion¹ - Règlement FEDER/FC) – un instrument de l'Union européenne, **successeur de l'Initiative Actions innovatrices urbaines mise en œuvre pendant la période de programmation 2014-2020**. Cette Initiative inédite est un outil essentiel pour soutenir les villes de toutes tailles, pour renforcer les capacités et les connaissances, pour soutenir l'innovation et développer des solutions innovantes transférables et évolutives aux défis urbains pertinents pour l'Union européenne (UE). L'objectif ultime est d'encourager l'utilisation des principaux programmes de la politique de cohésion dans les zones urbaines avec des innovations ayant fait leurs preuves, en particulier ceux qui bénéficient du soutien du Fonds européen de développement régional (FEDER) pour des objectifs spécifiques définis à l'article 3 du règlement FEDER/CF², et de renforcer les capacités d'innovation des villes en tant que bénéficiaires ou intermédiaires dans la gestion de ces fonds.

L'un des principaux objectifs de l'Initiative urbaine européenne (EUI), et plus particulièrement de son volet « Actions innovantes » (EUI-IA), est de poursuivre le soutien initié par l'Initiative Actions innovatrices urbaines **en fournissant aux autorités urbaines de toute l'Europe l'espace et les ressources nécessaires pour identifier et expérimenter (via des projets pilotes) de nouvelles réponses innovantes aux défis locaux interconnectés et complexes liés au développement urbain durable**. Grâce à l'EUI-IA, les autorités urbaines auront la possibilité de tester comment des solutions nouvelles et qui n'ont pas été testées fonctionnent dans la pratique et comment elles répondent à la complexité de la vie réelle. Les processus et les résultats de l'expérimentation seront suivis par des villes partenaires d'autres pays (partenaires de transfert) afin de soutenir et de renforcer la transférabilité et la reproductibilité des solutions innovantes testées dans toute l'UE.

Les autorités urbaines devraient saisir l'opportunité offerte par l'EUI-IA pour tester des approches et des méthodes de travail innovantes en dehors du champ d'application des « projets normaux » (qui pourraient être financés par des sources de financement « traditionnelles », y compris les programmes principaux du FEDER). L'EUI-IA permet aux villes de transformer des idées ambitieuses et créatives en prototypes qui peuvent être testés dans des contextes urbains réels. En d'autres termes, l'EUI-IA soutient des projets pilotes trop risqués pour être financés par des sources de financement traditionnelles, à condition qu'ils soient très innovants et expérimentaux.

¹ Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32021R1058&qid=1659623702397> Les objectifs spécifiques du FEDER visés seront spécifiés dans chaque appel à propositions individuel de l'Initiative urbaine européenne - Actions innovatrices.

² *Ibidem*.

Les projets EUI-IA sont sélectionnés par le biais d'appels à propositions sur un ou plusieurs thèmes proposés par la Commission européenne (CE). L'EUI dispose d'un budget FEDER total de 450 millions d'euros, dont 75 % sont destinés à soutenir le volet EUI-IA. **Chaque projet peut recevoir un maximum de 5 millions d'euros de cofinancement FEDER et la mise en œuvre du projet doit se faire sur une période maximale de 3,5 ans.**

L'EUI est géré par la Direction générale de la politique régionale et urbaine de la CE (DG REGIO) en gestion indirecte. La CE a désigné la Région Hauts-de-France (France) comme Entité mandatée pour la mise en œuvre de l'EUI. Le Secrétariat permanent de l'EUI a été créé pour assister l'Entité mandatée et assurer la gestion quotidienne de l'EUI.

Avec les présents Termes de référence, l'Entité mandatée invite les autorités éligibles à soumettre des propositions de projet dans le cadre du deuxième Appel à propositions EUI-IA. Pour cet appel à propositions, un budget indicatif de 120 millions d'euros FEDER est alloué.

Le présent document définit les exigences et la procédure à suivre pour le deuxième appel à propositions de l'EUI-IA. **Il doit être lu conjointement avec le guide de l'EUI-IA, le document « Application Form Courtesy Working Document » et les autres documents publiés sur le site Internet de l'EUI relatifs à l'appel.**

2. AUTORITES ELIGIBLES - QUI PEUT DEMANDER UN SOUTIEN

Les autorités suivantes peuvent demander un soutien pour entreprendre l'EUI-IA :

- **Première catégorie :** Toute autorité urbaine d'une unité administrative locale définie selon le degré d'urbanisation (DEGURBA) d'Eurostat comme une ville, une cité ou une banlieue (correspondant au code DEGURBA 1 ou au code DEGURBA 2 d'Eurostat) comprenant au moins 50 000 habitants.
- **Deuxième catégorie :** Une association ou un groupement d'autorités urbaines ayant le statut juridique d'agglomération organisée composée d'unités administratives locales, dont la majorité (au moins 51 %) des habitants vivent dans des unités administratives locales définies selon le degré d'urbanisation (DEGURBA) d'Eurostat comme des villes, des cités ou des banlieues (correspondant au code DEGURBA 1 ou au code DEGURBA 2) et dont la population totale combinée est d'au moins 50 000 habitants.
- **Troisième catégorie :** Une association ou un groupement d'autorités urbaines sans statut juridique d'agglomérations organisées où toutes les autorités urbaines impliquées (autorité urbaine principale et autorités urbaines associées) sont des unités administratives locales

définies selon le degré d'urbanisation (DEGURBA) d'Eurostat comme des villes, des cités ou des banlieues (correspondant au code DEGURBA 1 ou au code DEGURBA 2) et dont la population totale combinée (autorité urbaine principale et autorités urbaines associées) est d'au moins 50 000 habitants.

Seules les autorités urbaines éligibles telles que définies ci-dessus peuvent soumettre un formulaire de candidature dans le cadre de l'appel à propositions EUI-IA.

La définition des unités administratives locales ainsi que la classification selon le degré d'urbanisation et les chiffres sur le nombre d'habitants sont basés sur les informations fournies dans le tableau de correspondance EUI-IA ("EUI-IA_Call2_Correspondence_table": https://www.urban-initiative.eu/sites/default/files/2023-05/EUI-IA_Correspondence_table.xlsx). Ce tableau sera utilisé comme principal document de référence pour le contrôle d'éligibilité. Les candidats sont invités à se référer au tableau de correspondance pour vérifier leur éligibilité et fournir des informations sur les unités administratives locales incluses dans leurs frontières administratives et les chiffres concernant le nombre d'habitants. Il est fortement recommandé de procéder à une auto-évaluation de l'éligibilité (sur la base du tableau de correspondance susmentionné) avant de remplir le formulaire de candidature. En cas de lacunes, d'incohérences ou de doutes concernant l'interprétation des données incluses dans le tableau de correspondance EUI-IA, il est conseillé aux candidats de contacter le Secrétariat permanent avant de remplir et de soumettre le formulaire de candidature. Au cours de la procédure de sélection, le Secrétariat permanent effectuera son contrôle d'éligibilité exclusivement sur la base des informations fournies dans le formulaire de candidature. Dans les cas où le statut de candidat éligible du candidat est incertain, le Secrétariat permanent se mettra en contact avec tous les partenaires concernés, y compris Eurostat, pour déterminer l'éligibilité.

2.1 PREMIÈRE CATEGORIE

Les municipalités/conseils municipaux/districts dont les frontières administratives correspondent à une seule unité administrative locale. Dans ce cas, l'unité administrative locale doit être classée comme ville, cité et banlieue selon le degré d'urbanisation (code 1 et/ou 2 dans le tableau de correspondance - colonne Degré d'urbanisation) et compte au moins 50 000 habitants.

Les municipalités/conseils municipaux dont les frontières administratives comprennent plusieurs unités administratives locales. C'est le cas des municipalités/conseils municipaux du Portugal, de l'Irlande, de la Grèce, de Malte et de la Lettonie, où la définition d'unité administrative locale d'Eurostat ne correspond pas aux municipalités/conseils municipaux mais aux unités infra-municipales (paroisses) ou aux unités statistiques (circonscriptions électorales). Dans ce cas, la municipalité/le conseil municipal ne peut être éligible que si il/elle compte un total de 50 000 habitants et si la majorité (au moins 51 % des habitants) vit dans des unités administratives locales classées comme des villes, des cités ou des banlieues selon le degré d'urbanisation (code 1 et/ou 2 dans le tableau de correspondance - colonne Degré d'urbanisation).

2.2 DEUXIÈME CATEGORIE

Les agglomérations organisées qui sont une association/groupement d'autorités urbaines remplissant les critères suivants :

- Être officiellement reconnues comme un niveau de gouvernement local (différent du niveau régional et provincial/départemental) par la législation nationale, avec l'obligation pour les municipalités/conseils municipaux d'adhérer à l'organisation intercommunale (ne sont donc pas incluses dans cette catégorie les associations composées sur une base volontaire, dans un but spécifique et/ou pour une durée limitée).
- Être composées uniquement par les municipalités/conseils municipaux (ne sont pas donc pas incluses dans cette catégorie les associations impliquant d'autres institutions telles que les universités, les chambres de commerce, etc.).
- Avoir des compétences spécifiques, fixées par la législation nationale, déléguées par les municipalités concernées pour les domaines politiques pertinents pour le projet EUI-IA. Les associations sont invitées à fournir une référence précise au cadre juridique national. Les agglomérations organisées ont des compétences exclusives pour la conception et la mise en œuvre dans les domaines politiques pertinents pour le projet EUI-IA.
- Disposer d'une structure politique (avec une représentation indirecte des municipalités concernées) et administrative (personnel dédié) spécifique.

Des exemples d'agglomérations organisées éligibles dans le cadre de l'EUI-IA sont :

- France : Métropoles, Communautés Urbaines, Communautés d'Agglomération, Établissements Publics Territoriaux (EPT) et Communautés de Communes.
- Italie : Città Metropolitane et Unione di Comuni uniquement. Veuillez noter que les Consorzi, Gruppi di Azione Locale (GAL), Convenzione dei Comuni ou toute autre agglomération organisée qui ne sont pas considérés comme des autorités locales par la législation nationale italienne (Testo Unico degli Enti Locali) ne sont pas éligibles.
- Allemagne : Landkreise.
- Espagne : Mancomunidades et Area Metropolitana Barcelona. Veuillez noter que les « Diputaciones provinciales » (gouvernements provinciaux) sont considérées comme des organismes provinciaux et ne sont donc pas reconnues comme des agglomérations organisées éligibles.
- Portugal : Comunidades Intermunicipais (CIM).

Les Groupements européens de coopération territoriale (GECT) dont les partenariats sont composés uniquement d'autorités urbaines (telles que définies ci-dessus) et qui ont des compétences spécifiques en matière de conception et de mise en œuvre de politiques pertinentes pour l'appel EUI-IA sont considérés comme des agglomérations organisées et peuvent donc postuler dans le cadre des appels à propositions EUI-IA en tant qu'autorités urbaines principales ou associées. Les GECT dont les partenariats incluent d'autres organisations (par exemple : des États membres, des autorités régionales, des associations, des universités, etc.) ne sont pas considérés comme des agglomérations organisées et ne peuvent pas se porter candidats en tant qu'autorités urbaines principales ou associées, mais peuvent se joindre en tant que partenaires de mise en œuvre à une proposition soumise par une autorité urbaine éligible.

Dans le cadre de l'EUI-IA, les agglomérations organisées sont considérées comme une seule autorité urbaine représentant toutes les municipalités/conseils municipaux concernés. Pour cette raison, dans une proposition de projet soumise par une agglomération organisée, celle-ci doit être indiquée comme autorité urbaine principale. Pour vérifier l'éligibilité des agglomérations organisées, le Secrétariat permanent s'assurera que le nombre total d'habitants est d'au moins 50 000 et que la majorité (au moins 51 % des habitants) vit dans des unités administratives locales impliquées dans l'agglomération qui sont classées comme villes, cités ou banlieues selon le degré d'urbanisation.

2.3 TROISIÈME CATEGORIE

Toute association d'autorités urbaines (associations nationales/régionales d'autorités urbaines, pactes territoriaux, districts de développement, etc.) ainsi que les autorités urbaines individuelles qui n'ont pas d'accords de coopération formalisés mais qui souhaitent présenter une demande conjointe, peuvent soumettre une demande en identifiant une autorité urbaine principale parmi les municipalités/conseils municipaux concernés et en indiquant les autres autorités urbaines associées.

Pour être éligibles, toutes les autorités urbaines concernées (autorités urbaines principales et associées) doivent être reconnues comme des unités administratives locales et être classées comme des villes, des cités ou des banlieues selon le degré d'urbanisation d'Eurostat (code DEGURBA 1 ou DEGURBA 2). Dans le cas des autorités urbaines dont les frontières administratives comprennent plus d'une unité administrative locale, les mêmes règles pour la définition du degré d'urbanisation décrites dans la section 2.1 s'appliquent. La relation entre l'autorité urbaine principale et les autorités urbaines associées ne doit pas être formalisée au moment de la soumission du formulaire de candidature. Si la proposition est approuvée et soutenue, la relation devra être formalisée sous la forme d'un accord de partenariat (le Secrétariat permanent fournira un modèle à l'autorité urbaine principale).

Les expériences antérieures montrent que les projets individuels réalisés par des associations ou des groupements de villes sans statut d'agglomération organisée, comprenant plus de 3 autorités urbaines (autorités urbaines principales et associées) sans contiguïté territoriale, risquent de perdre leur cohérence et d'avoir des difficultés à produire des résultats significatifs. Il est donc recommandé aux associations et/ou groupements d'autorités urbaines (sans statut d'agglomération organisée) qui

souhaitent se porter candidats d'être territorialement contigus et de chercher à limiter le nombre d'autorités urbaines associées impliquées.

2.4 EXIGENCES COMMUNES AUX AUTORITES URBAINES ELIGIBLES

En plus des principes décrits ci-dessus pour chaque catégorie spécifique d'autorités urbaines éligibles, les principes suivants s'appliquent à toutes les autorités urbaines éligibles dans le cadre de l'EUI-IA :

- Toutes les autorités urbaines doivent être situées dans un État membre de l'UE.
- Seules les autorités urbaines éligibles telles que définies ci-dessus peuvent soumettre un formulaire de candidature dans le cadre de l'appel à propositions EUI-IA. Un formulaire de candidature soumis par un partenaire de mise en œuvre sera déclaré inéligible.
- Les autorités urbaines (telles que définies ci-dessus) peuvent être mentionnées dans une proposition de projet uniquement en tant qu'autorités urbaines principales et/ou associées. La catégorie des partenaires de mise en œuvre est réservée aux institutions et/ou organisations qui ne sont pas reconnues comme des autorités urbaines dans le cadre de l'EUI-IA.
- Si les solutions innovantes nécessitent une interface urbaine-rurale ou une approche par zone fonctionnelle, il est possible d'inclure des unités administratives locales définies comme rurales selon leur degré d'urbanisation (code DEGURBA 3 d'Eurostat) en tant que partenaires de mise en œuvre. Veuillez noter que leur nombre d'habitants ne compte pas pour atteindre le seuil minimum d'éligibilité de 50 000. La raison de l'inclusion des unités administratives locales définies comme rurales doit être clairement présentée et justifiée dans le formulaire de candidature.
- Une autorité urbaine ou une agglomération organisée ne peut être impliquée que dans une seule proposition de projet dans le cadre de chaque appel à propositions (même si ces propositions de projet sont soumises sous différents thèmes dans le même appel à propositions). La règle s'applique également aux autorités urbaines associées (une municipalité ne peut être impliquée que dans une seule proposition de projet, que ce soit en tant qu'autorité urbaine principale ou en tant qu'autorité urbaine associée).
- Les autorités urbaines déjà soutenues dans un projet approuvé par l'EUI-IA dans le cadre d'un précédent appel à propositions ne peuvent pas soumettre un nouveau formulaire de candidature sur le même sujet pendant toute la durée de l'initiative.
- Les autorités urbaines doivent se conformer aux exigences relatives à l'exclusion de l'accès au financement (plus de détails sont fournis ci-dessous dans la section 8.5 « Critères d'exclusion des candidats à une subvention » et dans le guide EUI-IA, chapitre 3.3 « Critères d'exclusion des candidats à une subvention »).

Les agences et les entreprises (par exemple, dans le domaine de la gestion de l'énergie/des déchets, du développement économique, de la promotion touristique, etc.) entièrement ou partiellement détenues par la municipalité/le conseil municipal ne sont pas considérées comme des unités administratives locales et ne peuvent donc pas être reconnues comme des autorités urbaines éligibles. Néanmoins, ces organisations peuvent être impliquées dans le partenariat en tant que partenaires de mise en œuvre (plus de détails sur les rôles et les responsabilités des partenaires de mise en œuvre sont fournis dans le guide EUI-IA, chapitre 2.1.2 « Typologie de l'initiative urbaine européenne - Partenaires des actions innovatrices »).

Veuillez noter que, dans le cas d'associations ou de groupements d'autorités urbaines ayant le statut juridique d'agglomérations organisées (deuxième catégorie d'autorités éligibles - voir ci-dessus pour les détails), l'institution, y compris toutes les autres autorités urbaines impliquées, est considérée comme une seule autorité urbaine dans le cadre de l'EUI-IA et, par conséquent, l'agglomération doit être répertoriée comme l'autorité urbaine principale. Dans le cas d'associations ou de groupements d'autorités urbaines sans statut légal d'agglomération organisée (troisième catégorie d'autorités éligibles - voir ci-dessus pour les détails), les autorités urbaines impliquées sont priées d'identifier une municipalité comme autorité urbaine principale et les autres municipalités comme autorités urbaines associées.

3. COUVERTURE THEMATIQUE DU DEUXIEME APPEL A PROPOSITIONS DE L'EUI-IA

L'EUI a été établie comme l'un des outils soutenant la mise en œuvre de l'Agenda urbain pour l'UE - un véhicule clé pour la mise en œuvre de la nouvelle Charte de Leipzig. Dans la continuité de l'approche *Urban Innovative Actions*, les appels à propositions de l'EUI-IA seront organisés sur des thèmes définis par la CE en s'appuyant sur la nouvelle Charte de Leipzig et sur les priorités de la CE présentant une dimension intersectorielle, telles que les transitions écologique et numérique. Afin d'améliorer la lisibilité des projets EUI-IA en ce qui concerne la politique de cohésion et de faciliter leur mise à niveau et/ou leur reproduction ultérieure avec le financement du FEDER, les appels à propositions EUI-IA précisent également les objectifs spécifiques de la politique de cohésion visés par l'appel. Les candidats devront accorder une attention particulière à la démonstration de la pertinence pour la politique de cohésion des solutions qu'ils proposent de tester, à la lumière des objectifs spécifiques présentés. Une liste d'indicateurs (à utiliser et à contrôler avec d'autres indicateurs que les partenaires du projet établiront eux-mêmes) est également définie pour faciliter la compréhension des effets souhaités au niveau du projet et permettre l'agrégation des résultats au niveau du domaine politique et/ou de l'EUI-IA.

Pour le deuxième appel à propositions, les candidats peuvent soumettre des propositions de projet axées sur l'un des trois thèmes suivants : écologisation des villes, tourisme durable ou mise à profit des talents dans les villes en décroissance.

3.1 ÉCOLOGISATION DES VILLES

DÉFINITION GÉNÉRALE ET CONTEXTE DU THÈME « ÉCOLOGISATION DES VILLES »

L'Europe et le monde sont confrontés aux crises de la biodiversité, du climat, de la pollution et des ressources intrinsèquement liées. Le changement climatique accélère la destruction du monde naturel par les sécheresses, les inondations et les incendies de forêt, tandis que la perte et l'utilisation non durable de la nature sont à leur tour des moteurs du changement climatique³. La pollution affecte notre santé et notre environnement, et les ressources rares sont gaspillées dans une économie linéaire. L'urgence climatique appelle à une action urgente visant à réduire radicalement les émissions afin de rester sur la bonne voie pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C, et en même temps, pour rendre l'adaptation au changement climatique plus intelligente, plus rapide et plus systémique⁴. Outre le changement climatique, d'autres facteurs clés de l'appauvrissement de la biodiversité comme les changements dans l'utilisation des terres et des mers, la surexploitation, la pollution et les espèces exotiques envahissantes ravagent les espaces naturels.

Les villes européennes sont les premières à subir les conséquences de ces crises multiples. Les espaces verts urbains sont souvent perdants dans la course aux terrains, alors que la part de la population vivant dans les zones urbaines de l'UE ne cesse d'augmenter. Un Européen sur huit vivant en ville est exposé à des niveaux de polluants atmosphériques supérieurs aux recommandations de l'OMS. Les villes génèrent environ 70 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre tout en étant particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique, tels que des vagues de chaleur, des sécheresses, des inondations ou des pénuries d'eau plus fréquentes et plus longues.

Le fait de s'attaquer conjointement aux défis de la biodiversité, de la pollution, des ressources et du climat constitue le point de départ de la manière dont l'« écologisation des villes » soutient les écosystèmes et renforce la résilience. Dans ce contexte, l'accent mis sur les solutions dans le domaine de l'infrastructure verte et bleue⁵ (ci-après dénommée infrastructure « verte ») offre une approche efficace et efficiente pour relever ces défis dans les villes.

³ Stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030 (2022)

⁴ Analyse du rapport du GIEC (2022); stratégie européenne pour l'adaptation au changement climatique (2021)

⁵ La stratégie européenne pour l'infrastructure verte la définit comme un réseau constitué de zones naturelles et semi-naturelles et d'autres éléments environnementaux faisant l'objet d'une planification stratégique, conçu et géré aux fins de la production d'une large gamme de services écosystémiques. Elle comprend des espaces verts et d'autres éléments physiques dans les zones terrestres (y compris côtières) et marines, et à terre est présente dans les milieux urbains et ruraux. L'infrastructure bleue est similaire à l'infrastructure verte et couvre les zones naturelles et semi-naturelles, y compris les écosystèmes aquatiques et les zones côtières et marines. Les zones

Si l'infrastructure verte est importante, elle ne suffit pas à elle seule à créer un environnement urbain sain et vert. Au-delà de la protection de la biodiversité et de la réponse au défi climatique, l'intégration de l'infrastructure verte dans d'autres secteurs est donc capitale. Dans le même ordre d'idées, l'écologisation des villes étant un concept holistique, il est important d'aborder le thème d'une manière plus intégrée et d'établir des liens avec un ensemble plus large de domaines politiques tels que la pollution zéro de l'air, de l'eau et du sol, la mobilité durable, la rénovation des bâtiments, l'énergie, la gestion de l'eau, l'économie circulaire et la santé publique.

Sous le thème « Écologisation des villes », des projets seront financés pour tester et apporter des solutions innovantes tangibles en matière d'infrastructure verte dans les villes européennes, afin de mieux répondre aux défis de la biodiversité, de la pollution, des ressources et du climat, y compris le développement de synergies avec d'autres domaines politiques clés. Les solutions innovantes testées dans le cadre des projets financés devraient contribuer aux investissements de la politique de cohésion liés à la transition verte et juste, et devraient être abordables pour tous.

Le thème de l'écologisation des villes contribue à plusieurs politiques et initiatives européennes et a des interconnexions avec celles-ci, telles que le pacte vert pour l'Europe, la stratégie européenne pour la biodiversité, la stratégie européenne pour les forêts, la stratégie européenne pour les sols et la proposition de loi sur la restauration de la nature, la stratégie européenne pour l'adaptation au changement climatique, la stratégie européenne pour l'infrastructure verte, le plan d'action de l'UE pour une pollution zéro, la initiative « Nouveau Bauhaus européen », la stratégie européenne pour une vague de rénovation, l'initiative en faveur du logement abordable, le nouveau cadre européen pour la mobilité urbaine, les missions européennes visant à rendre 100 villes climatiquement neutres et intelligentes et sur l'adaptation au changement climatique, le partenariat européen pour conduire les transitions urbaines vers un avenir durable d'Horizon Europe, la Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie, l'Accord des Villes Vertes, le Prix de la Capitale verte de l'Europe et le Prix de la Feuille verte européenne, et le Défi des villes intelligentes.

En outre, le thème contribue à l'élaboration du programme urbain dans le cadre du partenariat thématique de l'UE « Écologisation des villes » et présente des interconnexions avec ce dernier. Le partenariat se concentre sur les infrastructures vertes et bleues dans un contexte urbain dans l'optique de créer des liens avec d'autres domaines politiques. Le thème « Écologisation des villes » est également cohérent avec le thème « Ville verte » de la nouvelle charte de Leipzig, qui propose une vision de l'avenir urbain durable en Europe, en mettant également l'accent sur les aspects sociaux et économiques (« la ville juste » et « la ville productive »).

La Commission européenne vise à obtenir un portefeuille équilibré de projets répondant aux normes de qualité les plus élevées, tout en reflétant les diversités géographiques, spatiales et démographiques des villes européennes. Les propositions de projet doivent être hautement expérimentales et ne sont donc pas susceptibles d'être financées par des sources de financement traditionnelles ou courantes.

périurbaines sont essentielles au développement de l'infrastructure verte, et le concept de cette infrastructure peut être enrichi par des solutions fondées sur la nature.

PERTINENCE ET RÔLE DES AUTORITÉS URBAINES

Les solutions d'infrastructure verte permettent de relever conjointement les défis de la biodiversité, de la pollution, des ressources et du climat et présentent un fort potentiel pour les villes. Les réponses innovantes à ces défis se matérialisent par des actions concrètes au niveau local. Le thème « Écologisation des villes », axé sur l'infrastructure verte, met en relation plusieurs autorités, types d'initiatives et mesures réglementaires sur le terrain. Les autorités urbaines sont bien placées pour établir un lien entre les différentes autorités et les différents départements, tout en testant des solutions innovantes pour l'infrastructure verte existante et/ou nouvelle, et ce faisant, améliorer la base de connaissances sur ce thème. Elles ont également tendance à bénéficier de la confiance des citoyens, ce qui est essentiel pour obtenir l'acceptation locale des projets d'infrastructure verte, en particulier grâce à l'implication des parties prenantes.

Il existe des liens inextricables entre les défis liés à la biodiversité, la pollution, les ressources et au climat, et il est nécessaire de se concentrer sur des solutions d'infrastructure verte qui les résolvent de manière holistique. Souvent cloisonnées dans leurs propres domaines dans la pratique, rassembler les solutions d'infrastructure verte dans une perspective urbaine permet donc de promouvoir une approche plus holistique. Les solutions innovantes testées par les autorités urbaines qui prennent en considération simultanément les synergies entre la protection de la biodiversité, les objectifs de pollution zéro et l'atténuation/adaptation au changement climatique, tout en tenant compte des impacts sociaux, offrent la possibilité de maximiser les avantages corrélatifs et d'aider à répondre aux aspirations de développement pour tous.

Les autorités urbaines sont bien placées pour tester des solutions innovantes afin de mettre en avant les multiples avantages de l'infrastructure verte, tout en établissant des liens thématiques avec un ensemble plus large de domaines politiques tels que la pollution zéro de l'air, de l'eau et du sol, la mobilité durable, la rénovation écologique des bâtiments, la transition vers une énergie propre, la gestion de l'eau et la santé publique. Les propositions de projet relevant de ce thème doivent donc être axées sur des solutions d'infrastructure verte et présenter des liens clairs et solides avec d'autres domaines d'action. Par exemple, les idées novatrices testées dans les villes pourraient contribuer à l'atténuation du changement climatique directement par le piégeage du carbone ou indirectement par la réduction de la demande d'énergie, et fournir des avantages corrélatifs considérables tels que la réduction de la pollution, par exemple grâce à des modes de mobilité active liés à l'infrastructure verte, comme le vélo et la marche. Ces idées pourraient également contribuer à l'adaptation au climat, notamment en atténuant les effets d'îlots de chaleur dans les villes et en réduisant les besoins de refroidissement et de chauffage des bâtiments grâce à des toits et des murs verts. En outre, de nombreuses études ont démontré le lien positif entre l'infrastructure verte et la santé humaine. Grâce à des solutions innovantes, les autorités urbaines pourraient alors tester de nouvelles solutions rentables aux problèmes de santé publique. Par ailleurs, si les capitales et les grandes agglomérations peuvent être plus à même d'intégrer des innovations de pointe dans leurs approches, y compris de nouvelles solutions jamais testées auparavant dans l'UE, l'innovation profite grandement aux villes de toutes tailles.

Les propositions de projet ne doivent donc pas être élaborées indépendamment d'actions à moyen ou long terme visant à relever les défis dans les domaines de la biodiversité, de la pollution, de la pénurie de ressources et du climat, mais intégrées dans des approches stratégiques et systématiques existantes visant à rendre une ville plus écologique et/ou neutre sur le plan climatique. Ces approches⁶ peuvent, par exemple, inclure les stratégies de développement urbain durable de la politique de cohésion⁷ ou les contrats de villes climatiques préparés par les villes impliquées dans la mission de l'UE sur les villes intelligentes et neutres sur le plan climatique ou y ayant adhéré, ou les activités des villes qui ont signé ou approuvé la charte de la mission de l'UE sur l'adaptation au changement climatique. Cette intégration dans les stratégies et plans urbains pertinents doit être analysée dans l'évaluation stratégique des propositions de projet⁸.

INVITATIONS AUX AUTORITÉS URBAINES

Sans être normatifs dans la réponse attendue, qui peut varier sensiblement d'une ville à l'autre en fonction de leur taille, de leurs caractéristiques propres et des défis auxquels elles sont confrontées, les candidats sont invités à prendre en considération les thèmes et les questions énumérés ci-dessous lors de la préparation de leurs propositions de projet⁹. Il est également possible de tester des mesures liées à plusieurs de ces thèmes et questions, de manière intégrée, et cela est fortement recommandé pour le thème du présent appel.

- **Développer et améliorer les espaces verts urbains** en se concentrant sur des projets qui contribuent à enrayer la perte de biodiversité, à réduire de manière vérifiable et significative la pollution de l'air et à lutter contre les vagues de chaleur, tout en atteignant les objectifs climatiques et en améliorant la santé et le bien-être des citoyens.
- **Construire des corridors de mobilité verte** à l'aide d'une infrastructure verte dans les zones urbaines et entre les centres urbains et les zones périurbaines qui contribuent à réduire la pollution de l'air et du sol et le bruit, à utiliser l'intelligence artificielle pour les systèmes de gestion du trafic, à promouvoir la mobilité urbaine multimodale durable, y compris les modes de mobilité active tels que le vélo, et en même temps, à atteindre les objectifs climatiques et à améliorer la santé et le bien-être des citoyens.
- **Prévenir les sécheresses et les inondations** grâce à des projets axés sur la gestion durable de l'eau, y compris de l'eau de pluie, dans les zones urbaines, à l'aide d'une infrastructure verte qui contribue à prévenir les sécheresses et les inondations ainsi qu'à améliorer la qualité de l'eau, tout en réduisant les risques de catastrophes et l'occupation des sols.

⁶La liste des approches stratégiques/systémiques est donnée à titre d'exemple.

⁷Article 11 du Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion.

⁸Voir la section 3.2 du guide pour les candidats EUI-IA ([EUI-IA Guidance for applicants](#)) pour plus de détails sur la procédure de sélection.

⁹Dans l'ensemble du document, l'expression « infrastructure verte » fait référence à la fois à l'infrastructure verte et à l'infrastructure bleue.

- **Concevoir et rénover les bâtiments et leurs abords, en particulier dans les quartiers socialement défavorisés, avec des solutions fondées sur la nature** en intégrant une infrastructure verte et des solutions fondées sur la nature dans la conception et/ou la rénovation des bâtiments et de leurs abords, y compris une gestion efficace des ressources, notamment en utilisant des matériaux de construction recyclés. Ces solutions devraient améliorer le rendement énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques des bâtiments, tout en contribuant à la réalisation des objectifs climatiques, par exemple en offrant des possibilités d'adaptation au climat et de stockage et de séquestration du carbone.

En se concentrant sur les questions ci-dessus, les propositions de projet devraient créer de multiples avantages économiques, sociaux et environnementaux tels que la contribution à un environnement urbain plus sain et plus résilient, l'introduction de nouveaux modèles et pratiques économiques (par exemple, les marchés publics écologiques innovants) ainsi que de nouvelles approches et de nouveaux outils pour le renforcement des capacités pour des villes plus écologiques et plus durables, pour l'engagement des citoyens et pour l'écologisation des pratiques de financement et de budgétisation des villes. Compte tenu des objectifs de transition, les propositions de projet doivent intégrer dans leur concept des mesures qui favorisent la transition énergétique et réduisent la dépendance à l'égard des importations de combustibles (par exemple, l'introduction de sources d'énergie renouvelables propres et sans combustion, des mesures pratiques d'économie d'énergie). Dans le même ordre d'idées, les propositions de projet doivent introduire des mesures qui favorisent la transition vers une économie circulaire et efficace en matière de gestion des ressources (par exemple en réduisant les déchets et la pollution grâce à la réparation, la réutilisation et la réduction).

OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE COHÉSION

- Objectif spécifique 2.1 « *Promouvoir l'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre* » pour une Europe plus verte.
- Objectif spécifique 2.4 « *Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes* » pour une Europe plus verte.
- Objectif spécifique 2.5. « *Promouvoir l'accès à l'eau et la gestion durable de l'eau* » pour une Europe plus verte.
- Objectif spécifique 2.7 « *Améliorer la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité et renforcer les infrastructures vertes, en particulier en milieu urbain, et réduire toutes les formes de pollution* » pour une Europe plus verte.
- Objectif spécifique 2.8 « *Favoriser une mobilité urbaine multimodale durable, dans le cadre de la transition vers une économie à zéro émission nette de carbone* » pour une Europe plus verte.
- Objectif spécifique 5.1 « *Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines* » pour une Europe plus proche des citoyens.

INDICATEURS DE RÉSULTATS ET DE RÉALISATIONS

Les propositions de projets seront évaluées, entre autres critères, sur leur capacité à obtenir des résultats crédibles et sur la solidité de leur méthodologie pour mesurer ces résultats.

Dans le contexte du présent thème en particulier, les autorités urbaines sont invitées à définir un ensemble d'indicateurs qui reflètent de manière intégrée tous les objectifs interconnectés en matière de biodiversité et de climat, ainsi que les liens entre l'infrastructure verte et les politiques sectorielles.

Dans leurs candidatures, les autorités urbaines peuvent se référer à l'un des indicateurs énumérés ci-dessous, chaque fois que cela est pertinent pour leurs idées de projet. La liste n'est ni prescriptive ni exhaustive. Elle comprend des indicateurs qui ne sont pas exclusivement spécifiques au thème de l'écologisation des villes, mais qui peuvent aider à exprimer des résultats tangibles et qui méritent donc d'être pris en considération. Ces indicateurs doivent être complétés par des indicateurs pertinents pour le projet spécifique.

Les autorités urbaines restent libres de définir leurs propres indicateurs spécifiques au projet, tout en tenant compte de ceux énumérés, afin de refléter de la manière la plus claire et la plus convaincante les changements que leur projet a le potentiel d'accomplir.

Indicateurs de réalisation

- Création de nouveaux produits et services (*unité de mesure* : nouveaux produits/services) ;
- Infrastructures soutenues (nouvelles, rénovées, reconverties ou modernisées) (*unité de mesure* : infrastructures soutenues) ;
- Nouveaux équipements créés et/ou soutenus (*unité de mesure* : nouveaux équipements) ;
- Personnes soutenues (formées, qualifiées, accompagnées ou assistées) (*unité de mesure* : personnes) ;
- Logements dont la performance énergétique a été améliorée (*unité de mesure* : logements) ;
- Bâtiments publics dont la performance énergétique a été améliorée (*unité de mesure* : mètres carrés) ;
- Ouvrages nouveaux ou renforcés de protection sur le littoral, les rives de cours d'eau et autour des lacs et de protection contre les glissements de terrain pour protéger les personnes, les biens et l'environnement naturel (*unité de mesure* : hectares) ;
- Infrastructure verte conçue pour l'adaptation au changement climatique (*unité de mesure* : hectares) ;
- Surface de l'infrastructure verte soutenue dans les zones urbaines (*unité de mesure* : mètres carrés) ;

- Surface des terres réhabilitées soutenues (*unité de mesure* : hectares) ;
- Systèmes de surveillance de la pollution de l'air installés (*unité de mesure* : nombre de systèmes¹⁰) ;
- Parties prenantes impliquées dans la préparation et la coréalisation du projet (*unité de mesure* : participations des parties prenantes) ;
- Citoyens impliqués dans la préparation et la coréalisation du projet (*unité de mesure* : personnes) ;
- Espace ouvert créé ou réhabilité dans les zones urbaines (*unité de mesure* : mètres carrés) ;
- Espaces urbains disponibles pour les personnes, espaces verts accessibles pour les activités sportives et récréatives (*unité de mesure* : hectares).

Indicateurs de résultat

- Emplois créés dans les entités soutenues (*unité de mesure* : ETP annuels) ;
- Utilisateurs de services, produits et processus numériques nouveaux et améliorés (*unité de mesure* : utilisateurs/an) ;
- Réduction de la consommation annuelle d'énergie finale (*unité de mesure* : pourcentage de réduction par rapport à l'année précédente) ;
- Estimation des émissions à effet de serre (*unité de mesure* : tonnes de CO₂eq/an) ;
- Amélioration de la qualité de l'air (*unité de mesure* : concentrations de particules fines (PM_{2,5}) ;
- Terrains réhabilités utilisés pour les espaces verts et la biodiversité protégée (*unité de mesure* : hectares) ;
- Augmentation de la population utilisant des options de mobilité active (*unité de mesure* : pourcentage de la population locale) ;
- Population bénéficiant de mesures de protection contre les inondations (*unité de mesure* : pourcentage de la population locale protégée) ;
- Population bénéficiant de mesures de protection contre les catastrophes naturelles liées au climat (autres que les inondations et les feux de forêt) (*unité de mesure* : pourcentage de la population locale protégée) ;

¹⁰Les stations de mesure doivent répondre aux exigences de qualité définies dans la législation européenne sur la qualité de l'air, à savoir les Directives 2008/50 et 2004/107, et doivent être dûment notifiées à l'Agence européenne pour l'environnement conformément à la décision 2011/850.

- Niveau de participation atteint dans l'engagement avec les communautés locales (information, consultation, cocréation, codécision) (*unité de mesure*: pourcentage de la population locale engagée).

3.2 TOURISME DURABLE

DÉFINITION GÉNÉRALE ET CONTEXTE DU THÈME « TOURISME DURABLE »

Le tourisme européen est un écosystème dynamique qui, avant la crise du COVID-19, contribuait à près de 10 % du PIB de l'UE, générait près de 12 % de l'emploi total dans l'UE et faisait de l'UE la première destination touristique au monde. Pour de nombreuses régions et villes européennes, le tourisme forme un élément clé du tissu économique et social, car il fournit des emplois et des revenus, souvent concentrés dans des régions qui ne disposent pas d'autres sources d'emploi pour les travailleurs peu qualifiés. Dans le même temps, le tourisme peut être un outil puissant pour lutter contre le déclin économique, le chômage et le dépeuplement des zones de destination, stimuler l'amélioration des infrastructures et des services publics de base, valoriser le patrimoine naturel et culturel et favoriser la transformation numérique et écologique tout au long de la chaîne de valeur.

La pandémie de COVID-19 a provoqué une crise sans précédent pour l'industrie du tourisme et les destinations touristiques, mettant en évidence la vulnérabilité de l'écosystème face aux chocs internes et externes. La perte de revenus a été particulièrement préjudiciable aux régions dépendantes du secteur, mettant en péril des millions d'emplois¹¹, affaiblissant ainsi son potentiel de transformation. La capacité de l'écosystème touristique à rebondir et à investir a été fortement affaiblie par la pandémie, le déficit d'investissement étant le plus important de tous les écosystèmes industriels. Outre la perte de revenus, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur du tourisme présente un autre problème aggravé par la pandémie. Le contexte mondial actuel de récession et de crise énergétique, provoqué par l'agression russe sur l'Ukraine, a également un impact significatif sur les entreprises touristiques, en particulier les PME.

Outre les réponses immédiates à la crise, principalement basées sur des programmes d'emploi à court terme et sur le soutien aux PME sous la forme de liquidités, le processus de reprise est guidé par des efforts visant à remédier aux vulnérabilités plus structurelles des modèles touristiques actuels et à garantir la compétitivité, la durabilité et la résistance du secteur aux chocs actuels et futurs à long terme. Ces mesures à long terme sont nécessaires pour que l'Europe reste une destination de qualité, durable, inclusive et innovante au niveau mondial et pour garantir la durabilité sociale et environnementale et la qualité de vie dans les villes et les régions touristiques. Des défis tels que la forte saisonnalité et la répartition géographique inégale dans certaines destinations déterminent la fluctuation des revenus et de l'emploi et la sousutilisation ou la surutilisation des infrastructures, des services et des ressources. Ils peuvent avoir des effets négatifs sur les communautés hôtes, le climat et l'environnement, ainsi que sur les entreprises du secteur. Dans le même temps, l'évolution rapide des

¹¹OMT (2020), « [Baromètre du tourisme mondial](#) », volume 18, numéro 6, octobre 2020.

attentes et des exigences des consommateurs ainsi que la volonté de transformation des entreprises constituent l'occasion d'évoluer vers un écosystème plus durable, numérique et inclusif.

Les entreprises et les destinations touristiques doivent s'engager dans l'action climatique, par exemple en appliquant des modèles circulaires, en réduisant leur empreinte environnementale, en assurant l'adaptation au climat, en appliquant des programmes de durabilité. Les services touristiques fondés sur les données et le renforcement des capacités numériques des PME sont essentiels pour la compétitivité des entreprises. Des considérations supplémentaires concernant l'égalité des chances, l'accessibilité, l'abordabilité et la création d'un impact positif sur les communautés locales devraient façonner la dimension sociale du secteur.

La Commission soutient la transformation verte et numérique à long terme et la résilience de l'écosystème touristique, telles que décrites dans le [Parcours de transition pour le tourisme](#). À l'issue d'un processus de cocréation, la Commission a publié cette feuille de route stratégique pour le secteur au début de l'année 2022, décrivant les mesures et les résultats nécessaires pour accélérer les transitions verte et numérique et améliorer la résilience de l'écosystème touristique, et invitant les acteurs du tourisme à s'engager et à jouer leur rôle dans l'initiative. Sur la base de ce rapport, le Conseil de l'UE a adopté des conclusions définissant le [programme européen pour le tourisme 2030](#) et un plan de travail pluriannuel de l'UE pour soutenir les États membres, les autorités publiques et les parties prenantes concernées.

D'autres initiatives politiques de l'UE sont particulièrement importantes pour stimuler la compétitivité du tourisme : le [pacte vert pour l'Europe](#), le [pacte européen pour les compétences et la stratégie européenne pour les données](#).

La politique de cohésion de l'UE est traditionnellement un allié des régions européennes dans leurs efforts pour valoriser les atouts géographiques et le patrimoine culturel et historique et soutenir le tourisme de manière efficace et durable, en particulier par l'intermédiaire du Fonds européen de développement régional. Au cours de la période de programmation 2021-2027, la politique de cohésion continue d'offrir un large soutien au tourisme durable et la possibilité de soutenir la transformation numérique et verte, en renforçant la résilience et la durabilité à long terme du secteur dans le cadre de tous les objectifs politiques en vue du parcours de transition pour le tourisme, et introduit un objectif spécifique consacré au tourisme (voir ci-dessous).

En outre, le thème contribue à l'élaboration du programme urbain dans le cadre du partenariat thématique de l'UE « Tourisme durable » et présente des interconnexions avec ce dernier. Le partenariat se concentre sur les questions liées au tourisme dans les villes, une composante essentielle du développement durable des économies urbaines.

La Commission européenne vise à obtenir un portefeuille équilibré de projets répondant aux normes de qualité les plus élevées, tout en reflétant les diversités géographiques, spatiales et démographiques des villes européennes. Les propositions de projet doivent être hautement expérimentales et ne sont donc pas susceptibles d'être financées par des sources de financement traditionnelles ou courantes.

PERTINENCE ET RÔLE DES AUTORITÉS URBAINES

Le tourisme urbain durable peut être un moteur du développement local, en contribuant aux 17 objectifs de développement durable des Nations unies, en favorisant la création d'emplois, en contribuant à une croissance durable et inclusive, en attirant des investissements et en adoptant des pratiques innovantes et plus écologiques, pour ne citer que quelques exemples. À terme, ces contributions reflètent la manière dont une ville se développe, se présente et améliore les conditions pour ses habitants et les visiteurs.

Cependant, si les autorités urbaines gèrent l'impact du COVID-19 dans le secteur et les changements structurels vers des modèles de tourisme plus durables, elles font également face à des défis spécifiques posés dans le contexte du tourisme urbain durable, tels que l'équilibre minutieux des besoins des visiteurs et des habitants, la congestion des flux touristiques dans les villes, l'accessibilité des espaces et des services publics, et les défis environnementaux et sociaux spécifiques posés par le « surtourisme ». Ces défis varient en fonction de la taille de la ville et de sa position dans le paysage industriel et ont des implications pour la périphérie de la ville et ses connexions (transport, services publics, culture, intégration des réseaux) avec la région environnante. En outre, si les capitales et les grandes agglomérations peuvent être plus à même d'intégrer des innovations de pointe dans leurs approches, y compris de nouvelles solutions jamais testées auparavant dans l'UE, l'innovation profite grandement aux villes de toutes tailles.

Les stratégies de tourisme durable dans les centres urbains ne doivent pas se cantonner à la ville elle-même, mais peuvent également renforcer activement les liens avec les zones et villes voisines plus petites, réduisant ainsi la pression sur les centres urbains et créant davantage de possibilités pour l'ensemble de la région. Néanmoins, les villes occupent une position unique dans le paysage de l'écosystème touristique, appliquant également des cadres politiques et législatifs plus larges pour stimuler la reprise et la transformation du secteur du tourisme vers des modèles plus durables et résilients. D'une part, les villes en tant que destinations touristiques englobent en elles-mêmes des écosystèmes touristiques uniques et rassemblent un réseau d'acteurs du tourisme, de multiples attractions et divers types de visiteurs sur un territoire relativement petit. D'autre part, les autorités urbaines peuvent compléter la politique touristique existante et l'environnement réglementaire en mettant en œuvre des politiques touristiques locales dans le cadre d'une vision globale du développement urbain. En introduisant des solutions uniques et des politiques globales pour la promotion et la gestion du tourisme durable, les grandes agglomérations peuvent servir d'exemple aux villes plus petites, villages et régions dont l'économie dépend davantage du tourisme, notamment en réduisant la dépendance excessive à l'égard d'un seul secteur et en combinant les activités économiques du tourisme avec d'autres investissements et efforts de création d'emplois en vue d'une diversification vers d'autres secteurs. .

INVITATIONS AUX AUTORITÉS URBAINES

Sans être normatifs dans la réponse attendue, qui peut varier sensiblement d'une ville à l'autre en fonction de leur taille, de leurs caractéristiques propres et des défis auxquels elles sont confrontées, les candidats sont invités à prendre en considération les thèmes et les questions énumérés ci-dessous lors de la préparation de leurs propositions de projet. Il est également possible de tester des mesures liées

à plusieurs de ces thèmes et questions, de manière intégrée, et cela est fortement recommandé pour le thème du présent appel.

- Diversifier le produit touristique vers des formes variées de tourisme intelligent, durable et accessible, numériser les services touristiques, étendre sa portée géographique et saisonnière pour un cycle économique et culturel annuel plus équilibré, et répondre aux besoins d'un plus grand nombre de types de visiteurs, ainsi que contribuer aux moyens de subsistance des communautés locales ;
- Favoriser la transformation verte et numérique du secteur du tourisme dans le cadre urbain, y compris la transition vers l'économie circulaire, les modèles économiques touristiques intelligents et l'adaptation au climat, en étroite collaboration avec les possibilités de qualification et de requalification numériques et vertes, en alignant les compétences et les qualifications recherchées dans le secteur du tourisme ;
- Favoriser l'inclusion sociale et l'innovation par le biais du tourisme, notamment en soutenant les mesures d'accessibilité et d'abordabilité, ainsi que les entreprises touristiques de l'économie sociale qui facilitent la création d'emplois résilients et durables, en mettant l'accent sur l'inclusion des groupes vulnérables et marginalisés ;
- Modèles innovants de gestion des destinations fondés sur des données en temps réel des flux touristiques, notamment en vue de désengorger les sites touristiques surchargés et de parvenir à une approche plus équilibrée et mieux répartie, y compris par le biais de plateformes numériques collaboratives et d'itinéraires de tourisme urbain innovants, durables et inclusifs ;
- Renforcer le rôle des villes en tant que portes d'entrée dans le cadre régional touristique plus large, en particulier dans les régions moins connues à fort potentiel touristique, en encourageant les liens urbains-ruraux dans le contexte touristique, notamment en capitalisant sur les atouts culturels et les sites patrimoniaux à proximité des centres urbains et des régions environnantes ;
- Établir de nouveaux modèles de gouvernance du tourisme, y compris des outils participatifs et collaboratifs pour renforcer la participation des acteurs locaux et des parties prenantes, des mesures de gestion de crise, des mécanismes innovants de collecte de données, des systèmes de gestion de la pression sur les ressources et les services publics, et des mesures répondant aux besoins sociaux et en logements, ainsi qu'aux considérations relatives au coût et à la qualité de vie.

OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE COHÉSION

- Objectif spécifique 4.6 « *Renforcer le rôle de la culture et du tourisme durable dans le développement économique, l'inclusion sociale et l'innovation sociale* » pour une Europe plus sociale et inclusive ;

- Objectif spécifique 5.1 « *Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines* » pour une Europe plus proche des citoyens.

INDICATEURS DE RÉSULTATS ET DE RÉALISATIONS

Les propositions de projets seront évaluées, entre autres critères, sur leur capacité à obtenir des résultats crédibles et sur la solidité de leur méthodologie pour mesurer ces résultats.

Dans leurs candidatures, les autorités urbaines peuvent se référer à l'un des indicateurs énumérés ci-dessous, chaque fois que cela est pertinent pour leurs idées de projet. La liste n'est ni prescriptive ni exhaustive. Elle comprend des indicateurs génériques qui ne sont pas explicitement liés à l'objet de l'appel, mais dont l'utilisation peut aider à exprimer des résultats tangibles. Ces indicateurs doivent être complétés par des indicateurs pertinents pour le projet spécifique.

Les autorités urbaines restent libres de définir leurs propres indicateurs spécifiques au projet, tout en tenant compte de ceux énumérés, afin de refléter de la manière la plus claire et la plus convaincante les changements que leur projet a le potentiel d'accomplir.

Indicateurs de réalisation

- Nombre de sites culturels et touristiques soutenus (*unité de mesure* : sites culturels et touristiques)
- Entreprises soutenues (dont : micro, petites, moyennes, grandes) (*unité de mesure* : entreprises)
- Organisations de gestion des destinations soutenues (*unité de mesure* : organisations)
- Valeur des services, produits et processus numériques développés pour les entreprises (*unité de mesure* : euro)
- Infrastructures soutenues (nouvelles, rénovées, reconverties ou modernisées) (*unité de mesure* : infrastructures soutenues) ;
- Nouveaux équipements créés et/ou soutenus (*unité de mesure* : nouveaux équipements) ;
- Population couverte par les projets dans le cadre des actions intégrées pour l'inclusion socioéconomique des communautés marginalisées, des ménages à faible revenu et des groupes défavorisés (*unité de mesure* : personnes) ;
- Participations à des actions conjointes visant à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, l'égalité des chances et l'inclusion sociale (*unité de mesure* : participations) ;
- Personnes soutenues (formées, qualifiées, accompagnées ou assistées) (*unité de mesure* : personnes) ;

- Parties prenantes impliquées dans la préparation et la coréalisation du projet (*unité de mesure* : participations des parties prenantes) ;

Indicateurs de résultat

- Visiteurs des sites culturels et touristiques soutenus (*unité de mesure* : visiteurs/an) ;
- Pourcentage d'attractions touristiques accessibles aux personnes handicapées et/ou participant à des programmes d'accessibilité reconnus (*unité de mesure* : pourcentage d'attractions accessibles) ;
- Emplois créés dans les entités soutenues (*unité de mesure* : ETP annuels) ;
- PME introduisant des innovations de produits, de processus, de marketing ou d'organisation (*unité de mesure* : entreprises) ;
- Nouvelles entreprises toujours en activité (*unité de mesure* : entreprises) ;
- Nombre d'entreprises soutenues pour s'enregistrer auprès de l'EMAS (*unité de mesure* : entreprises)
- Nombre d'entreprises soutenues pour demander le label écologique de l'UE ou d'autres labels écologiques EN ISO 140024 de type I ou des labels volontaires équivalents, qui sont indépendants, fondés sur des critères multiples et vérifiés par des tiers (*unité de mesure* : entreprises)
- PME participant aux activités de gouvernance de la destination (*unité de mesure* : participations)
- Utilisateurs de services, produits et processus numériques nouveaux et améliorés (*unité de mesure* : utilisateurs/an) ;
- Niveau de participation atteint dans l'engagement avec les communautés locales (information, consultation, cocréation, codécision) (*unité de mesure* : pourcentage de la population locale engagée).

3.3 METTRE A PROFIT LES TALENTS DANS LES VILLES EN DECROISSANCE

DÉFINITION GÉNÉRALE ET CONTEXTE DU THÈME « METTRE À PROFIT LES TALENTS DANS LES VILLES EN DÉCROISSANCE »

Les tendances démographiques des dernières décennies, notamment le vieillissement de la population et la baisse des taux de natalité non compensés par l'immigration, redessinent les perspectives de

croissance et de développement territorial de l'Union européenne. Si toutes les régions de l'UE connaissent une diminution de leur population en âge de travailler, nombre d'entre elles sont davantage concernées.

Dans la [Communication « Mettre à profit les talents dans les régions européennes »](#) publiée le 17 janvier 2023, la Commission européenne identifie 82 régions dans 16 États membres, représentant près de 30 % de la population de l'UE, les plus gravement touchées par ce déclin de la population en âge de travailler, combiné à une part faible et stagnante de diplômés de l'enseignement supérieur, ou par une émigration nette de leur population âgée de 15 à 39 ans.

Ces régions sont tombées ou risquent de tomber dans le **piège de développement des talents**, ce qui pourrait aggraver leurs problèmes structurels spécifiques (par exemple, inefficacité du marché du travail, diversification économique limitée ou dépendance excessive à l'égard de secteurs en déclin, faibles performances en matière d'innovation réduisant la demande de travailleurs hautement qualifiés, résultats sociaux plus médiocres et accès plus restreint aux services essentiels) et entraver considérablement leur croissance durable et leur potentiel d'attractivité. S'il n'est pas enrayé, ce processus entraînera des disparités territoriales croissantes et nouvelles et suscitera le sentiment, pour les habitants et les communautés de ces régions, d'être laissés pour compte.

Comme le souligne la communication, pour relever ces défis, il faudra mobiliser un large éventail d'instruments et de politiques européens existants pour soutenir la revitalisation économique et le développement des compétences adéquates afin d'attirer des activités à fort potentiel. En outre, un mécanisme spécifique de promotion des talents est mis en place. **La politique de cohésion sera naturellement au cœur** de ces efforts coordonnés en aidant les régions à renforcer leur attractivité pour les talents, en diversifiant leurs économies, en améliorant l'accessibilité aux services, en renforçant l'efficacité des administrations publiques et en garantissant la participation des autorités locales et régionales par le biais de stratégies locales spécifiques.

Dans ce contexte, l'initiative urbaine européenne (IUE ou EUI) s'inscrit dans le cadre du mécanisme de stimulation des talents par le biais de ce nouvel appel à propositions pour des actions innovantes visant à aider les villes, en particulier dans les régions susmentionnées, à **tester de nouvelles solutions pour retenir et attirer les talents**. L'appel cherche à identifier des projets pilotes intégrés et localisés, c'est-à-dire impliquant les communautés locales dans des expérimentations à l'échelle urbaine et abordant les dimensions économiques, sociales et environnementales des défis démographiques rencontrés, d'une manière qui pourrait **inspirer l'utilisation des programmes de la politique de cohésion dans ces zones urbaines**. En particulier, la capitalisation et le transfert de connaissances ainsi que la reproduction et/ou l'extension des expériences les plus réussies avec les investissements du Fonds européen de développement régional (FEDER) dans le cadre des objectifs spécifiques énumérés dans les « objectifs de la politique de cohésion » (voir section ci-dessous) peuvent ainsi contribuer à long terme au processus de revitalisation plus systématique.

La Commission européenne vise à obtenir un portefeuille équilibré de projets répondant aux normes de qualité les plus élevées, tout en reflétant les diversités géographiques, spatiales et démographiques des villes européennes.

PERTINENCE ET RÔLE DES AUTORITÉS URBAINES

Qu'il s'agisse ou non de régions qui sont tombées ou risquent de tomber dans le piège du développement des talents, les villes confrontées à une diminution rapide de la population en âge de travailler et qui ne parviennent pas à attirer et/ou à retenir des résidents plus jeunes et/ou plus qualifiés, sont confrontées à une menace directe de décroissance, avec l'émigration de leur main-d'œuvre qualifiée et des pénuries de compétences et de main-d'œuvre qui entravent leur compétitivité. Des facteurs tels que le vieillissement de la population restante, l'augmentation relative du ratio travailleurs/personnes à charge, ainsi que la proportion de groupes moins qualifiés et à faibles revenus, souvent associée à une décroissance, peuvent avoir des effets qui se renforcent mutuellement.

Le déficit de travailleurs qualifiés constitue un frein à la diversification économique et/ou à l'implantation d'industries plus compétitives et se traduit également par des recettes fiscales moindres pour les administrations municipales et des coûts par habitant plus élevés afin de maintenir les services et infrastructures locaux dont la population « captive » a un besoin crucial. À plus long terme, la qualité des espaces publics, les niveaux de service des infrastructures de bien-être, tels que l'éducation, l'emploi, les transports publics ou la santé, risquent d'en pâtir. L'environnement urbain dans son ensemble risque également de se détériorer en raison du déclin de la prospérité économique (par exemple, la fermeture d'anciens sites de production commerciale ou industrielle qui se transforment en friches industrielles), renvoyant globalement une image négative de la ville, ce qui accentue le départ de personnes et d'entreprises¹².

Abritant une concentration d'activités économiques et de possibilités d'emploi et de services associés¹³, les capitales, les grandes agglomérations et/ou les centres régionaux sont moins susceptibles d'être exposés à ces menaces par rapport aux villes de petite et moyenne taille¹⁴. En outre, si les capitales et les grandes agglomérations peuvent être plus à même d'intégrer des innovations de pointe dans leurs approches, y compris de nouvelles solutions jamais testées auparavant dans l'UE, l'innovation profite grandement aux villes de toutes tailles. Il sera donc primordial que les candidats **démontrent que leur ville est affectée par la combinaison de défis démographiques et de difficultés à attirer, retenir ou développer les talents, les compétences et les qualifications** nécessaires pour atténuer cet impact,

¹²Voir le bulletin politique [« Shrinking cities »](#) du Centre commun de recherche de la Commission européenne du 01/11/2022.

¹³Toutes les villes de l'UE comptant au moins 250 000 habitants et tous les centres régionaux, c'est-à-dire les plus grandes agglomérations situées à moins de 45 minutes en voiture, disposent d'un hôpital, d'une école secondaire et d'un accès à un certain nombre de services (par exemple, cinémas, banques, commerces de détail), alors que de nombreuses autres zones urbaines en sont dépourvues. Seules 50 % des villes de 50 000 à 250 000 habitants possèdent une université, alors que 90 % des centres régionaux de cette taille en ont une (voir le [huitième rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale](#) pour plus de détails).

¹⁴Cette justification sera notamment prise en compte dans le cadre de l'évaluation stratégique de l'innovation urbaine et de la pertinence des propositions (voir la section 3.2 du guide pour les candidats EUI-IA ([EUI-IA Guidance for applicants](#)) pour plus de détails sur la procédure de sélection).

comme indiqué dans la communication sur la mise à profit des talents dans les régions européennes, qu'il s'agisse ou non des régions NUTS-2 répertoriées¹⁵. Les petites et moyennes villes en décroissance sont particulièrement encouragées à poser leur candidature, car elles recèlent un fort potentiel pour stimuler l'attractivité des régions environnantes à prédominance rurale, confrontées à un déficit en matière de développement des talents. Individuellement ou au sein d'un groupement, en partenariat avec des partenaires socioéconomiques (universités, centres de recherche, établissements de formation professionnelle, entreprises et groupements de petites entreprises), ces villes peuvent endosser plusieurs rôles afin de stimuler la participation des personnes d'âge mûr à la main-d'œuvre locale et d'attirer de nouveaux habitants, de mieux relier les zones urbaines et rurales en matière d'offre de services et d'équipements et de contribuer ainsi à l'amélioration de la qualité de vie et au rajeunissement des territoires environnants.

Grâce à des stratégies appropriées et à des approches innovantes combinées, certains des problèmes susmentionnés peuvent également être transformés en possibilités. Avec la diminution de la population, l'offre de logements peut dépasser la demande, ce qui entraîne une augmentation des propriétés vacantes et une diminution de la valeur des biens immobiliers qui peuvent être intéressants pour les investisseurs et/ou attirer les jeunes et les familles à la recherche de logements plus abordables et d'une meilleure qualité environnementale par rapport aux centres urbains. Les friches industrielles peuvent être transformées en logements et/ou en espaces verts, les bâtiments abandonnés en espaces de travail, en bâtiments à fonctions polyvalentes, en jardins d'enfants, en théâtres, etc., réduisant l'expansion urbaine et les distances de trajet. La disponibilité de nouveaux moyens de communication, tels que l'Internet à haut débit, combinée à une congestion réduite, peut également attirer les entreprises en ligne et/ou les travailleurs nomades. Ces villes pourraient également être plus promptes à tester de nouvelles approches et de nouvelles expériences sociales, comme le regroupement de la population pour densifier certaines zones (conformément au modèle de la « ville compacte ») ou l'implication des citoyens dans la prise de décision connexe et/ou dans la coconception et/ou la coproduction des services les plus nécessaires pour attirer ou retenir les talents.

INVITATIONS AUX AUTORITÉS URBAINES

Sans être normatifs dans la réponse attendue, qui peut varier sensiblement d'une ville à l'autre en raison de leur taille, de leurs caractéristiques propres et des défis auxquels elles sont confrontées, les candidats sont invités à prendre en considération les thèmes et les questions énumérés ci-dessous lors de la préparation de leurs propositions de projet. Il est également possible de tester des mesures liées à plusieurs de ces thèmes et questions, de manière intégrée, et cela est fortement recommandé pour le thème du présent appel.

Stimuler la demande de talents jeunes et qualifiés dans les villes, notamment par les moyens suivants :

- **Encourager la diversification économique des zones urbaines ciblées**, en se concentrant sur les secteurs émergents ayant une plus grande valeur ajoutée, mais possédant aussi un potentiel au

¹⁵ Voir l'[annexe](#) de la communication pour la liste complète des régions NUTS-2 concernées.

vu des caractéristiques de l'économie locale, éventuellement à la lumière des processus de découverte entrepreneuriale et des approches de spécialisation intelligente ;

- **Renforcer l'esprit d'entreprise des jeunes au niveau local** grâce à des dispositifs financiers innovants favorisant la création de start-up ou de spin-off par des étudiants résidents et/ou des jeunes diplômés (et en particulier des femmes), l'incubation, le mentorat et les services aux entreprises associés.

Stimuler l'offre de talents jeunes et qualifiés et l'attractivité des villes, notamment par les moyens suivants :

- **Favoriser de nouvelles alliances** entre les autorités urbaines, les entreprises, les universités, les instituts de recherche et/ou les centres de formation professionnelle entre autres pour :
 - développer des programmes d'études, des bourses, des formations en milieu de travail et des aides financières associées, telles que les garanties pour la jeunesse, afin de combler l'inadéquation des compétences entre la demande des entreprises et la main-d'œuvre disponible, et de maîtriser des compétences associées aux transitions verte et numérique ;
 - stimuler les qualifications et l'emploi (l'accès égal aux qualifications et à l'emploi) des femmes ;
 - promouvoir et organiser l'intégration des travailleurs hautement qualifiés de l'UE et des pays tiers.
- **Développer des services favorisant la participation sur le marché du travail et la qualité de vie des habitants**, notamment par le biais de projets communautaires augmentant le capital social et adaptant l'offre de services aux besoins locaux (retraités, familles), d'initiatives contribuant à rajeunir les espaces publics, la vie associative, culturelle et/ou créative et/ou à promouvoir l'équilibre entre les genres et les solidarités intergénérationnelles ;
- **Améliorer l'accès à des logements abordables et/ou faciliter l'installation et/ou la réinstallation de jeunes travailleurs** et de leurs familles et/ou de chercheurs et/ou d'étudiants de troisième cycle qui peuvent être indispensables pour soutenir un écosystème d'innovation dynamique ;
- **Renouveler et/ou redimensionner l'environnement bâti et l'espace urbain ainsi que les infrastructures publiques et les services associés** à travers :
 - des mesures visant à rénover et/ou à réaffecter des logements vacants, des bâtiments historiques ou industriels, ou à reconvertir des friches industrielles et des sites abandonnés similaires en espaces verts, contribuant également aux objectifs du pacte vert pour l'Europe en matière de neutralité carbone ;
 - de nouveaux modèles de gouvernance et de financement, la mutualisation des moyens au sein de dynamiques d'espaces fonctionnels, pour mieux relier les zones urbaines et

rurales et/ou gérer collectivement des infrastructures et des services mieux calibrés à la masse critique de population appropriée et bénéficiant d'économies d'échelle, pour les villes et leurs territoires environnants ;

- des mesures visant à moderniser et à améliorer la qualité des administrations publiques et des services de base offerts à la population, ainsi qu'à améliorer l'implication transparente et participative des citoyens dans la prise de décision.

OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE COHÉSION

- Objectif spécifique 1.1 « *Développer et améliorer les capacités de recherche, d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe* » pour une Europe plus compétitive et plus intelligente ;
- Objectif spécifique 1.2 « *Tirer parti des avantages de la numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises, des organismes de recherche et des pouvoirs publics* » pour une Europe plus compétitive et plus intelligente ;
- Objectif spécifique 1.3 « *Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, y compris par des investissements productifs* » pour une Europe plus compétitive et plus intelligente ;
- Objectif spécifique 1.4 « *Développer les compétences pour la spécialisation intelligente, la transition industrielle et l'esprit d'entreprise* » pour une Europe plus compétitive et plus intelligente ;
- Objectif spécifique 4.1 « *Améliorer l'efficacité et le caractère inclusif des marchés du travail ainsi que l'accès à un emploi de qualité grâce au développement des infrastructures en matière sociale et à la promotion de l'économie sociale* » pour une Europe plus sociale et plus inclusive ;
- Objectif spécifique 4.2 « *Améliorer l'égalité d'accès à des services de qualité et inclusifs dans l'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie grâce au développement d'infrastructures accessibles, notamment en favorisant la résilience dans le domaine de l'enseignement et de la formation à distance et en ligne* » pour une Europe plus sociale et plus inclusive ;
- Objectif spécifique 4.3 « *Favoriser l'intégration socioéconomique des communautés marginalisées, des ménages à faible revenu et des groupes défavorisés, y compris les personnes ayant des besoins particuliers, au moyen de mesures intégrées, notamment en ce qui concerne le logement et les services sociaux* » pour une Europe plus sociale et inclusive ;
- Objectif spécifique 4.4 « *Favoriser l'intégration socioéconomique des ressortissants de pays tiers, y compris des migrants, au moyen de mesures intégrées, notamment en ce qui concerne le logement et les services sociaux* » pour une Europe plus sociale et plus inclusive ;

- Objectif spécifique 5.1 « *Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines* » pour une Europe plus proche des citoyens.

INDICATEURS DE RÉSULTATS ET DE RÉALISATIONS

Les propositions de projets seront évaluées, entre autres critères, sur leur capacité à obtenir des résultats crédibles et sur la solidité de leur méthodologie pour mesurer ces résultats.

Dans leurs candidatures, les autorités urbaines peuvent se référer à l'un des indicateurs énumérés ci-dessous, chaque fois que cela est pertinent pour leurs idées de projet. La liste n'est ni prescriptive ni exhaustive. Elle comprend des indicateurs qui ne sont pas explicitement liés au thème de l'appel sur la mise à profit des talents dans les villes en décroissance, mais qui peuvent aider à exprimer des résultats tangibles et qui méritent donc d'être pris en considération. Ces indicateurs doivent être complétés par des indicateurs pertinents pour le projet spécifique.

Les autorités urbaines restent libres de définir leurs propres indicateurs spécifiques au projet, tout en tenant compte de ceux énumérés, afin de refléter de la manière la plus claire et la plus convaincante les changements que leur projet a le potentiel d'accomplir.

Indicateurs de réalisation

- Création de nouveaux produits et services (*unité de mesure* : nouveaux produits/services) ;
- Infrastructures soutenues (nouvelles, rénovées, reconverties ou modernisées) (*unité de mesure* : infrastructures soutenues) ;
- Nouveaux équipements créés et/ou soutenus (*unité de mesure* : nouveaux équipements) ;
- Personnes soutenues (formées, qualifiées, accompagnées ou assistées) (*unité de mesure* : personnes) ;
- Entreprises soutenues (dont : micro, petites, moyennes, grandes) (*unité de mesure* : entreprises) ;
- Nouvelles entreprises soutenues (*unité de mesure* : nouvelles entreprises) ;
- Entreprises coopérant avec des organismes de recherche (*unité de mesure* : entreprises travaillant avec des organismes de recherche) ;
- Capacité de logements sociaux nouveaux ou modernisés (*unité de mesure* : personnes) ;
- Parties prenantes impliquées dans la préparation et la coréalisation du projet (*unité de mesure* : participations des parties prenantes) ;

- Citoyens impliqués dans la préparation et la coréalisation du projet (*unité de mesure*: personnes).

Indicateurs de résultat

- Emplois créés dans les entités soutenues (*unité de mesure*: ETP annuels) ;
- Utilisateurs de services, produits et processus numériques nouveaux et améliorés (*unité de mesure*: utilisateurs/an) ;
- Nouvelles entreprises toujours en activité (*unité de mesure*: entreprises) ;
- PME qui introduisent des innovations en matière de produit, de procédés, de commercialisation ou d'organisation (*unité de mesure*: entreprises) ;
- Demandes d'enregistrement de marques et de dessins ou modèles (*unité de mesure*: demandes d'enregistrement de marques et de dessins ou modèles)
- Apprentis bénéficiant d'un soutien en PME (*unité de mesure*: personnes) ;
- Personnel des PME ayant suivi une formation pour acquérir des compétences en vue d'une spécialisation intelligente, d'une transition industrielle et de l'entrepreneuriat (par type de compétence: technique, gestion, entrepreneuriat, écologie, autre) (*unité de mesure*: participants) ;
- Utilisateurs annuels d'installations nouvelles ou modernisées pour les services de l'emploi (*unité de mesure*: utilisateurs/an) ;
- Utilisateurs annuels de structures de garde d'enfants nouvelles ou modernisées (*unité de mesure*: utilisateurs/an) ;
- Utilisateurs annuels de structures éducatives nouvelles ou modernisées (*unité de mesure*: utilisateurs/an) ;
- Utilisateurs annuels des bâtiments modernisés et/ou reconvertis en logements sociaux (*unité de mesure*: utilisateurs/an) ;
- Utilisateurs annuels des installations d'accueil temporaire nouvelles ou modernisées (*unité de mesure*: utilisateurs/an) ;
- Utilisateurs annuels d'établissements de santé et/ou de services sociaux nouveaux ou modernisés (*unité de mesure*: utilisateurs/an) ;
- Niveau de participation atteint dans l'engagement avec les communautés locales (information, consultation, cocréation, codécision) (*unité de mesure*: pourcentage de la population locale engagée).

4. PHASES DU PROJET

La durée de vie d'un projet EUI-IA se compose de 4 phases (voir le guide EUI-IA pour plus de détails) :

- i. **La préparation du projet** (couverte par un montant forfaitaire) comprend toutes les activités liées à l'élaboration de la candidature de projet et se termine par l'approbation du projet pour le financement par les autorités de l'EUI.
- ii. **La phase d'initiation du projet** (couverte par un montant forfaitaire) dure 6 mois et commence après l'approbation officielle du projet. Elle est déconnectée de la phase de mise en œuvre, menée avant le début officiel de la mise en œuvre du projet et dédiée uniquement à la vérification de l'état de préparation du projet (y compris l'audit ex-ante), ainsi qu'aux activités de gestion du projet pour créer les conditions d'un démarrage et d'une mise en œuvre sans heurts des activités du projet.
- iii. **La phase de mise en œuvre du projet** dure 3,5 ans ; elle commence après l'achèvement réussi de la phase d'initiation du projet et dure jusqu'à la date de fin de mise en œuvre approuvée du projet.

Veillez noter qu'il existe certaines différences concernant la longueur des modules de travail du projet mis en œuvre pendant la phase de mise en œuvre :

- **Modules de travail « horizontaux » :** La gestion du projet, le suivi et l'évaluation, la communication et la capitalisation durent pendant toute la phase de mise en œuvre (3,5 ans). Il est prévu qu'au cours des 6 derniers mois de la phase de mise en œuvre (après le pilotage de la solution innovante, c'est-à-dire la mise en œuvre des modules de travail thématiques), les modules de travail « horizontaux » seront axés sur : le résumé et l'évaluation des activités du projet ; la préparation des conclusions du projet ; la poursuite de la communication, de la diffusion et de la capitalisation des résultats du projet et des leçons apprises ; la préparation de l'héritage du projet en réfléchissant aux perspectives de poursuivre et de développer les solutions testées qui se sont avérées efficaces une fois le financement de l'EUI-IA terminé, l'adaptation de la solution innovante testée dans les villes des partenaires de transfert et sa reproduction dans toute l'Europe ; ainsi que sur le rapport final.
- **Les modules de travail thématiques peuvent durer jusqu'à un maximum de 3 ans et doivent se terminer 6 mois avant la date de fin de la phase de mise en œuvre**, afin de permettre - comme présenté ci-dessus - une évaluation correcte de la mise en œuvre du projet et de la solution innovante expérimentée en vue d'atteindre les objectifs et les résultats attendus, de favoriser les activités de transfert et de capitaliser davantage sur les réalisations du projet. L'évaluation de la performance du projet et de la solution innovante testée est cruciale pour permettre le passage à l'échelle dans la zone urbaine

du projet et la reproductibilité dans d'autres villes d'Europe. Par conséquent, une période de 6 mois après l'expérimentation doit être consacrée aux activités d'évaluation.

- **Le module de travail Transfert commence 12 mois après la date de début du projet et dure jusqu'à la fin de la phase de mise en œuvre.** Le début de ce module de travail devrait être décidé par l'AUP et les partenaires de transfert après avoir analysé le moment le plus faisable et bénéfique pour lancer la coopération. Il doit permettre aux partenaires de transfert de s'impliquer au moment le plus opportun au cours des premières étapes de la mise en œuvre d'un projet.
- iv. La phase de **clôture administrative** (couverte par un montant forfaitaire) dure 3 mois et concerne toutes les activités administratives qui ont lieu après la phase de mise en œuvre afin de clôturer le projet et d'obtenir la validation des documents narratifs et financiers. Veuillez noter qu'au cours de cette phase, le(s) représentant(s) du projet EUI-IA devrai(en)t rester disponible(s) pour prendre part aux activités de capitalisation et de diffusion des connaissances initiées par le Secrétariat permanent.

5. PRINCIPES DE FINANCEMENT

Principe des coûts totaux

EUI-IA suit le principe des coûts totaux. Cela signifie que **si le projet bénéficie d'un cofinancement FEDER à hauteur de 80 % des coûts éligibles, chaque partenaire (autorités urbaines principales et associées, partenaires de mise en œuvre et partenaires de transfert) qui reçoit des moyens du FEDER doit assurer au moins 20 % de contribution publique ou privée pour compléter son budget, soit à partir de ses propres ressources, soit à partir d'autres sources** (mais pas à partir d'une autre source de financement de l'UE). La contribution des partenaires peut prendre la forme d'une contribution en espèces et/ou en nature.

Paielements FEDER

Le système de paiement d'EUI-IA est principalement basé sur les principes des avances du FEDER et, en fin de compte, du remboursement des coûts réellement encourus :

- **Un premier paiement FEDER (avance)** correspondant à 50 % de la subvention FEDER est versé à l'autorité urbaine principale dans les 90 jours suivant l'achèvement réussi de la phase d'initiation. Ce premier paiement d'avance couvre également les deux montants forfaitaires du module de travail pour la préparation du projet et la phase d'initiation. Ce montant forfaitaire global de 100 000 EUR de coûts éligibles totaux (correspondant à 80 000 EUR de FEDER) se compose d'un montant forfaitaire de 25 000 EUR (correspondant à 20 000 EUR de FEDER) pour

la préparation du projet et d'un montant forfaitaire de 75 000 EUR (correspondant à 60 000 EUR de FEDER) pour la phase d'initiation.

- **Un deuxième paiement FEDER (avance)** correspondant à 30 % de la subvention FEDER est versé à l'autorité urbaine principale après la soumission et l'approbation d'une Demande financière 1 qui inclut les dépenses du projet validées par le Contrôle de premier niveau. Avant la validation par le Contrôle de premier niveau, les dépenses déclarées doivent atteindre au moins 35 % du budget total du projet. Dans le cas où les dépenses du projet validées par le Contrôle de premier niveau sont inférieures à 35 % du total des coûts éligibles, le deuxième acompte FEDER est payé au prorata.
- **Un troisième paiement FEDER** correspondant à un maximum de 20 % de la subvention FEDER est effectué à l'autorité urbaine principale après l'approbation du 4^e rapport annuel d'avancement (final), l'approbation du rapport qualitatif final, et la validation des dépenses du projet dans la Demande financière 2 par le Contrôle de premier niveau. Le rapport annuel d'avancement final doit être soumis au plus tard un mois après la phase de mise en œuvre, et la Demande financière 2 (finale) doit être soumise avec le rapport qualitatif final à la fin de la phase de clôture administrative. Dans le cas où les dépenses du projet validées par le Contrôle de premier niveau sont inférieures à 100 % du total des coûts éligibles du projet, le troisième paiement FEDER est payé au prorata. Il est important de noter que le troisième paiement n'est plus basé sur le principe de l'avance mais sur le principe du remboursement des coûts encourus et payés. Par conséquent, les partenaires du projet doivent préfinancer leurs dépenses pendant la dernière phase de la mise en œuvre du projet (non couvertes par les 80 % d'avance reçus). Le troisième paiement couvre également le montant forfaitaire de 20 000 EUR de coûts totaux éligibles (correspondant à 16 000 EUR de FEDER) qui couvre la phase de clôture administrative du projet.

6. CRÉATION ET DÉVELOPPEMENT DE PROJETS

6.1 PARTENARIAT

Comme présenté dans la section 2 « Autorités éligibles - qui peut demander un soutien », seules les autorités urbaines éligibles peuvent soumettre un formulaire de candidature dans le cadre d'un appel à propositions EUI-IA. Dans le cadre de l'EUI-IA, l'autorité urbaine principale est censée être directement impliquée dans l'expérimentation et jouer un rôle stratégique de premier plan dans le développement du projet EUI-IA, en établissant et en présidant un partenariat de projet solide afin de le rendre techniquement, scientifiquement et financièrement viable.

Le partenariat de projet implique :

- **Partenaires de mise en œuvre** - institutions et organisations clés capables de contribuer à la mise en œuvre du projet, ayant un rôle actif dans la mise en œuvre et le financement des activités du projet en apportant une contribution financière au projet (la part du budget assurée par un partenaire du projet, c'est-à-dire le taux de cofinancement) ;
- **Partenaires de transfert** - villes intéressées par l'apprentissage de l'expérimentation et la reproduction de la solution innovante, suivant la mise en œuvre du projet et fournissant à l'autorité urbaine principale une perspective externe liée à la transférabilité et à la reproduction de la solution innovante expérimentée ;
- (le cas échéant) **Autorité(s) urbaine(s) associée(s)**.

Tous les partenaires du projet (autorités urbaines principales ou associées, partenaires de mise en œuvre et partenaires de transfert) bénéficiant de l'allocation FEDER doivent assurer leur propre contribution.

Tous les partenaires doivent être situés dans l'Union européenne (il est possible d'impliquer des partenaires de mise en œuvre de différents pays, à condition qu'ils soient basés dans des États membres de l'UE et qu'il y ait une justification claire en termes de valeur ajoutée pour le projet). Tous les partenaires impliqués sont également censés formaliser leur coopération en signant un accord de partenariat.

Autorité urbaine principale

Les projets doivent démontrer une appropriation claire de l'autorité urbaine qui est activement impliquée dans la mise en œuvre des activités et dans le partenariat local. L'EUI-IA fonctionne sur la base d'une autorité urbaine principale responsable de la mise en œuvre et de la gestion de l'ensemble du projet. L'autorité urbaine principale assume l'entière responsabilité financière et juridique vis-à-vis de l'Entité mandatée. Les autres partenaires du projet conservent leur propre responsabilité vis-à-vis de l'autorité urbaine principale. Les responsabilités du partenariat représenté par l'autorité urbaine principale sont décrites dans un contrat de subvention entre l'autorité urbaine principale et l'Entité mandatée et dans l'accord de partenariat qui doit être signé par tous les partenaires impliqués après l'approbation du projet (et les partenaires de transfert après leur sélection). L'autorité urbaine principale doit s'assurer de l'implication de tous les partenaires du projet dans la conception et la mise en œuvre du projet.

Autorités urbaines associées

Toute association existante d'autorités urbaines (associations nationales/régionales d'autorités urbaines, pactes ou associations territoriales, districts de développement, etc.) avec ou sans statut juridique d'agglomération organisée, ainsi que les autorités urbaines individuelles sans accord de coopération formel mais désireuses de présenter une candidature conjointe dans le cadre de l'EUI-IA doivent indiquer dans le formulaire de candidature une unité administrative locale en tant qu'autorité

urbaine principale, et les autres unités administratives locales en tant qu'autorités urbaines associées. Les autorités urbaines associées sont responsables de la mise en œuvre d'activités spécifiques et de la production d'éléments livrables/de réalisation correspondants. Les autorités urbaines associées ont une part du budget du projet et rendent compte des coûts encourus pour la réalisation des activités. Des informations détaillées sur les autorités urbaines associées (y compris le statut juridique, l'expérience et les compétences, les personnes de contact, etc.) sont fournies dans le formulaire de candidature.

Il est recommandé aux associations et/ou groupements d'autorités urbaines (sans statut d'agglomération organisée) qui souhaitent se porter candidats d'être territorialement contigus et de chercher à limiter le nombre d'autorités urbaines associées concernées.

Les autorités urbaines associées formalisent la relation contractuelle avec l'autorité urbaine principale en signant l'accord de partenariat, en tant qu'autres partenaires du projet, suite à l'approbation du projet.

Proposer de nouvelles formes de coopération, de mutualisation des moyens pour atteindre la masse critique souhaitée dans un but commun et ainsi postuler à un appel à propositions EUI-IA en tant que groupe d'autorités urbaines est possible et parfois hautement souhaitable pour favoriser une dynamique fonctionnelle des zones urbaines.

Partenaires de mise en œuvre

Le développement de partenariats solides entre les organismes publics, le secteur privé et la société civile (y compris les citoyens et les habitants) est largement reconnu comme la pierre angulaire du développement urbain durable. En fonction de la question à traiter et sur la base du contexte local et des expériences précédentes, les autorités urbaines principales doivent impliquer un mélange différent de partenaires pertinents (institutions, agences - même si elles sont entièrement détenues par la municipalité/le conseil municipal, les instituts d'enseignement supérieur, les partenaires du secteur privé, les investisseurs, les institutions de recherche, les ONG, etc.) qui sont nécessaires pour la réalisation de la solution innovante proposée, afin d'atteindre les objectifs du projet et assurer des effets à long terme en matière de durabilité et d'augmentation d'échelle. Les partenaires de mise en œuvre doivent avoir une expérience et une expertise pertinentes pour compléter celles de l'autorité urbaine principale et apporter une valeur ajoutée à l'ensemble du projet. Si les projets doivent relever les défis perçus comme les plus urgents par les parties prenantes et les groupes cibles, s'ils doivent être réellement audacieux en matière d'innovation et engagés à appliquer des solutions testées à plus grande échelle une fois le projet terminé, ils doivent chercher à bénéficier des connaissances et de l'expertise qui existent en dehors des autorités urbaines dans l'écosystème local ainsi que du soutien des investisseurs publics et/ou privés intéressés à être associés.

Le partenariat doit être équilibré et complémentaire en termes de compétences politiques et thématiques. Les partenariats doivent chercher à promouvoir l'intégration horizontale (y compris les acteurs traitant des différentes dimensions du défi urbain à relever) et verticale (y compris les différents niveaux de gouvernance). Il n'y a pas de solution « taille unique ». Les candidats doivent être conscients que les partenariats comptant plus de 10 partenaires peuvent nécessiter des efforts et des ressources supplémentaires pour assurer une gestion efficace.

Toute organisation ayant une personnalité juridique peut avoir le rôle d'un partenaire de mise en œuvre dans un projet EUI-IA. Les partenaires de mise en œuvre ont un rôle actif dans la conception et la mise en œuvre du projet, et sont responsables de la réalisation d'activités spécifiques et de la production des éléments livrables/réalisations correspondants. Les partenaires de mise en œuvre ont une part du budget du projet et rendent compte des coûts encourus pour la réalisation des activités. Les partenaires de mise en œuvre doivent être sélectionnés dans le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement. Les sociétés de conseil ayant pour objectif principal le développement et la gestion de projets européens et les organisations n'ayant pas de personnel budgétisé (déclarant uniquement les coûts d'expertise externe) ne sont pas autorisées à participer à un projet en tant que partenaire de mise en œuvre. Des informations détaillées sur les partenaires de mise en œuvre (y compris le statut juridique, l'expérience et les compétences, les personnes de contact, etc.) doivent être fournies dans le formulaire de candidature. En principe, un partenaire de mise en œuvre peut être impliqué dans plusieurs propositions de projet dans le cadre du même appel à propositions, à condition que la contribution et la valeur ajoutée dans les différents projets soient clairement justifiées.

Veuillez noter que les autorités urbaines ne peuvent pas être considérées et listées en tant que partenaire de mise en œuvre, mais seulement en tant qu'autorité urbaine principale ou autorité urbaine associée, à condition qu'elles remplissent les critères d'éligibilité énumérés ci-dessus.

Partenaires de transfert

Les partenaires de transfert sont des autorités urbaines qui rejoignent le partenariat de projet afin de suivre et d'apprendre de l'expérimentation. Il est prévu que chaque projet EUI-IA ait 3 partenaires de transfert originaires d'autres États membres que l'autorité urbaine principale.

Toute autorité urbaine d'une unité administrative locale définie selon le degré d'urbanisation (DEGURBA) d'Eurostat comme une ville, une cité ou une banlieue (correspondant au code DEGURBA 1 ou au code DEGURBA 2 d'Eurostat) et située dans l'Union européenne peut devenir un partenaire de transfert. Il n'y a pas de nombre minimum d'habitants requis (des villes de toutes tailles peuvent devenir partenaires de transfert).

La logique qui sous-tend l'invitation de partenaires de transfert au partenariat de projet est de favoriser l'adaptabilité de la solution testée à d'autres contextes urbains dans l'UE, et d'augmenter ses chances d'être reproduite à l'étranger et déployée à plus grande échelle à long terme, éventuellement avec le financement des programmes généraux de la politique de cohésion et du FEDER en particulier. En outre, elle peut également contribuer à soutenir l'échange de connaissances entre les villes de l'UE et à établir des relations à long terme entre elles. La participation à l'expérimentation permettra aux partenaires de transfert de renforcer leur propre potentiel d'innovation et d'accroître leur capacité à mettre en œuvre des solutions innovantes (tant en termes de contenu que de processus), et de préparer le processus d'adaptation et de reproduction, en tout ou en partie, de la solution innovante testée dans leur propre ville en participant aux activités de transfert et en bénéficiant d'une solution qu'ils verront se concrétiser et donner des résultats, mais aussi surmonter les problèmes et les obstacles qui empêchent l'innovation.

Les partenaires de transfert doivent être identifiés et sélectionnés et sont censés s'engager dans le partenariat du projet au plus tard pendant la phase d'initiation. La coopération en matière de transfert, mise en œuvre par le biais du module de travail Transfert, devrait commencer au plus tard 12 mois après le début de la mise en œuvre du projet. Les partenaires de transfert se verront allouer un budget fixe.

Implication des groupes cibles et des parties prenantes plus larges

Lors du développement du projet EUI-IA et durant toutes les phases du projet, il est nécessaire d'identifier et d'impliquer **le groupe de parties prenantes le plus large, en fonction de la nature du projet : communautés locales, partenaires sociaux, entreprises, ONG, experts, institutions, organisations, individus, etc., ainsi que les groupes cibles du projet (c'est-à-dire, en fonction des projets : citoyens, stagiaires, demandeurs d'emploi, groupes vulnérables et/ou communautés marginalisées, utilisateurs d'un service ou d'une administration donnés) , qui peuvent influencer ou être influencés par le projet.** L'identification des parties prenantes, la compréhension de leur influence sur le projet EUI-IA et l'équilibre entre leurs besoins et leurs attentes sont essentiels à la réussite du projet. Par conséquent, les autorités urbaines devraient réunir toutes les parties prenantes autour de la table afin de mieux définir les problèmes et les besoins, de se mettre d'accord sur une vision commune ou un changement souhaité que le projet EUI-IA devrait contribuer à réaliser, et de concevoir des solutions et des actions concrètes qui s'attaqueront aux problèmes et conduiront au changement souhaité. Le groupe plus large de parties prenantes en bénéficie directement et/ou indirectement, mais n'a pas de rôle direct dans la mise en œuvre du projet EUI-IA et ne doit pas être considéré comme un partenaire du projet EUI-IA. Par conséquent, ces parties n'ont pas de budget spécifique alloué, ni de responsabilités explicites dans la mise en œuvre du projet, mais sont considérées comme pertinentes et devraient être activement impliquées (co-création) pour assurer une livraison efficace et sans heurts du projet.

6.2 LOGIQUE D'INTERVENTION ET PLAN DE TRAVAIL DU PROJET

La logique d'intervention du projet EUI-IA est une représentation de la compréhension claire et bien pensée de la manière dont les actions planifiées sont censées conduire au changement souhaité et aux **résultats escomptés**. C'est une façon de décrire la séquence logique entre les besoins initiaux, les intrants, les activités du projet, les réalisations, les résultats et l'impact final. C'est un outil pour structurer des interventions complexes et pour préparer l'évaluation d'un projet. La logique d'intervention décrit : Quelle est la raison d'être de l'intervention/du projet ? Quels sont les défis/besoins qui ont déclenché l'intervention ? Quels sont les problèmes que l'intervention est censée résoudre ? Quel est le « changement souhaité » ? Comment ces changements doivent-ils être réalisés ?

La logique d'intervention comporte des composantes stratégiques, opérationnelles, et de suivi et d'évaluation :

- Les composantes stratégiques comprennent : l'objectif général, les objectifs spécifiques et les résultats attendus.

- Les composantes opérationnelles comprennent : le plan de travail du projet, les modules de travail, les activités, les éléments livrables et les réalisations.

Le plan de travail du projet explique le « comment » de votre projet. Il s'agit d'une feuille de route représentant le guide de mise en œuvre de votre projet s'il est financé. Le plan de travail est une décomposition du projet en étapes majeures appelées modules de travail, et les modules de travail sont décomposés en étapes plus petites appelées activités. Les activités mènent à des éléments livrables, et chaque module de travail mène à une ou plusieurs réalisations.

Les modules de travail sont des éléments constitutifs du plan de travail, ils représentent les principaux piliers du projet et sont composés d'activités connexes nécessaires à la réalisation des composantes spécifiques du projet et à la production des réalisations du projet. Pour structurer le projet EUI-IA, il convient d'utiliser l'ensemble suivant de modules de travail :

- Le module de travail Phase de préparation et d'initiation
 - Le module de travail Gestion de projet
 - Le module de travail Suivi et évaluation
 - Le module de travail Communication et capitalisation
 - Les modules de travail Thématiques
 - Le module de travail Transfert
 - Le module de travail Clôture
- Les composantes de suivi et d'évaluation comprennent : des indicateurs de réalisation et des indicateurs de résultat.

6.3 SOUTIEN D'EXPERTS

Chaque projet financé dans le cadre de l'EUI-IA bénéficiera du soutien d'un expert EUI. Plus précisément, les experts EUI fourniront aux projets :

- Conseil et orientation à un niveau stratégique et opérationnel sur le projet et sa mise en œuvre.
- Aide à l'élaboration de la documentation et des réalisations du projet qui permettront de saisir et de diffuser les accomplissements et les perspectives après la mise en œuvre (durabilité, potentiel d'intensification et de transférabilité), les leçons apprises et les bonnes pratiques, à un public plus large en vue de faciliter le déploiement des innovations les plus réussies dans d'autres villes de l'UE.

- Participation et contribution aux activités de capitalisation et de diffusion.
- Assistance dans la mise en œuvre du module de travail Transfert.

Le soutien et les conseils seront fournis par les experts EUI sur une base continue tout au long du processus de mise en œuvre des projets ainsi que pendant la phase de clôture.

Les experts EUI sont des personnes ayant une connaissance approfondie des thèmes urbains pertinents pour chaque appel à propositions, une expérience de la collaboration avec les autorités urbaines sur des projets impliquant des investissements publics et leur réalisation physique, ainsi qu'une bonne compréhension du cadre de la politique de cohésion et une expérience avérée du soutien à l'expérimentation et à l'innovation urbaines.

L'EUI-IA couvre directement tous les coûts liés aux activités des experts EUI (y compris les frais de voyage et d'hébergement). Par conséquent, les candidats ne doivent pas prévoir de budget à cette fin dans leur formulaire de candidature.

6.4 TRANSFERT

Une nouveauté clé par rapport aux projets *Urban Innovative Actions* financés pendant la période de programmation 2014-2020 est l'intégration de la composante de transfert transnational comme partie intégrante des projets EUI-IA.

Il est important de souligner que l'objectif principal des projets EUI-IA reste l'expérimentation de nouvelles solutions innovantes dans une localité donnée, mais avec cette nouvelle composante, il est prévu que les processus et les résultats de l'expérimentation soient suivis par des villes partenaires d'autres pays (partenaires de transfert). Un module de travail Transfert dédié est désormais inclus dans tous les projets EUI-IA, avec des activités, des budgets, des éléments livrables et des réalisations spécifiques.

L'EUI-IA a été créée pour identifier et soutenir l'expérimentation de solutions innovantes transférables et évolutives afin de résoudre les problèmes liés au développement urbain durable au niveau de l'Union européenne. Elle vise également à collecter et à partager les résultats des expérimentations (également en soutenant les activités de transfert) afin de favoriser les capacités d'innovation et le développement des connaissances pour toutes les zones urbaines de l'UE. L'objectif est que les réalisations des projets de l'EUI-IA soient utilisées (reproduites, mises à l'échelle) par d'autres villes de l'UE, augmentant ainsi l'impact de l'ensemble de l'initiative, contribuant à l'élaboration de politiques urbaines à différents niveaux, et soutenant la coopération entre les zones urbaines européennes.

L'incorporation de la composante de transfert devrait se concentrer sur les points suivants :

- permettre aux partenaires de transfert de suivre la planification et le pilotage de la solution innovante testée,

- permettre aux partenaires de transfert d'analyser leurs contextes urbains locaux afin de mieux comprendre comment la solution innovante peut être adaptée pour répondre aux besoins et aux conditions locales,
- l'échange de connaissances et d'expériences entre tous les partenaires du projet,
- le partage des contributions essentielles qui peuvent à la fois apporter une perspective externe au projet EUI-IA et inspirer les partenaires de transfert,
- la préparation par les partenaires de transfert d'une documentation qui peut leur servir pour la reproduction future de la solution innovante (étude de faisabilité et d'opportunité de la reproduction et documentation d'investissement),
- la préparation, par l'autorité urbaine principale et ses partenaires de projet, de l'héritage du projet EUI-IA sous la forme d'un modèle de solution innovante EUI - à utiliser par d'autres villes de l'UE intéressées par la solution innovante.

Les activités susmentionnées peuvent être réalisées à l'aide de la **palette de méthodes de travail** suivante : visites de sites, ateliers/réunions/discussions en ligne ou hors ligne, activités d'évaluation par les pairs, travail propre des partenaires de transfert leur permettant de capitaliser davantage sur les enseignements tirés de l'échange de transfert, mais aussi de préparer la reproduction future de la solution innovante, et autres formes de travail et de coopération souhaitées.

Les partenaires de transfert doivent préparer les éléments livrables et réalisations suivants en matière d'apprentissage et d'investissement : **Étude sur la capacité de transfert, étude de faisabilité et d'opportunité de la reproduction** - (une pour chaque partenaire de transfert). Ils sont également autorisés à financer la **documentation d'investissement et la mise en œuvre d'investissements pilotes à petite échelle**.

L'autorité urbaine principale doit préparer un **Modèle de solution innovante EUI** - un document final axé sur la transférabilité et la mise à l'échelle de la solution innovante testée afin de permettre à d'autres (non seulement les partenaires de transfert mais aussi toutes les villes de l'UE intéressées) de prendre connaissance des résultats de l'expérimentation et de recevoir des conseils sur la façon d'aborder la reproduction.

Le budget total du module de travail Transfert doit être décidé par le candidat EUI-IA et doit inclure :

- un budget alloué à l'autorité urbaine principale et aux partenaires de mise en œuvre concernés pour soutenir la mise en œuvre du module de travail Transfert ;
- des budgets pour chaque partenaire de transfert sous la forme d'une somme forfaitaire (option de coûts simplifiés) d'un montant de 150 000 EUR (correspondant à 120 000 EUR de FEDER et à une contribution propre de 30 000 EUR).

L'autorité urbaine principale est responsable de l'identification et de la sélection des partenaires de transfert qu'elle souhaite intégrer dans le partenariat. Le processus d'identification des partenaires de

transfert devrait commencer dès la phase de candidature, lorsque les candidats sont invités à identifier d'autres zones urbaines européennes qui pourraient bénéficier de la reproduction de la solution proposée compte tenu de conditions de transfert favorables (caractéristiques, contextes et/ou défis similaires) ou pour améliorer leur potentiel d'innovation; à préciser comment les partenaires de transfert les plus appropriés seront identifiés et à spécifier les partenaires de transfert potentiels, s'ils ont déjà été identifiés, ainsi que les motivations/raisons sous-jacentes. Étant donné que l'un des objectifs de l'EUI-IA est que les réalisations des projets soient utilisées par d'autres villes, augmentant ainsi l'impact de l'ensemble de l'initiative, et que l'ambition de l'EUI-IA est d'accroître la reproductibilité des solutions innovantes développées par les projets, il est important que les projets au stade de la candidature puissent démontrer un processus bien élaboré, ainsi qu'un raisonnement et une motivation derrière la sélection des partenaires de transfert les plus appropriés.

Les partenaires de transfert doivent être identifiés au plus tard pendant la phase d'initiation, et la réussite de la phase d'initiation est conditionnée par la signature par les partenaires de transfert, au minimum, de lettres d'intention.

La sélection des partenaires de transfert doit permettre : (i) de maintenir un bon équilibre en termes de variété des villes impliquées dans le partenariat (leur taille (petites, moyennes, grandes villes) et leur localisation (régions moins développées, en transition et plus développées)), et (ii) de rassembler les partenaires de transfert les plus pertinents pour la qualité des activités de reproduction. Par conséquent, **la sélection des partenaires de transfert doit suivre certains principes directeurs :**

- Les partenaires de transfert proviennent de différents États membres de l'UE ;
- Au moins deux des quatre villes impliquées (l'autorité urbaine principale + les 3 partenaires de transfert) sont situées dans des régions moins développées ou en transition¹⁶ ;
- Le partenariat inclut des villes de différentes tailles.

6.5 CATÉGORIES DE COÛTS

Les catégories de coûts suivantes peuvent être utilisées par les projets EUI-IA :

- Personnel
- Bureau et administration
- Voyage et hébergement
- Expertise et services externes

¹⁶ <https://ec.europa.eu/eurostat/web/regions/background>

- **Équipement**
- **Travaux d'infrastructure et de construction**

Pour chaque catégorie de coûts, le guide EUI-IA fournit une définition ainsi que des conseils pour la budgétisation et l'établissement de rapports. Il est fortement recommandé aux partenaires de projet de demander conseil au Secrétariat permanent pour toute question relative à l'éligibilité des dépenses à laquelle les présentes règles ne répondent pas. Veuillez noter que les dépenses des partenaires de transfert sont couvertes par une somme forfaitaire.

Les dépenses, déclarées par le projet, doivent être auditées par un Contrôle de premier niveau. L'avis indépendant du Contrôle de premier niveau doit couvrir la légalité et la régularité des dépenses déclarées, la livraison des produits et services, la solidité des dépenses déclarées et la conformité des dépenses et des opérations avec les règles EUI-IA, européennes et nationales. Comme le Contrôle de premier niveau est directement nommé et payé par l'EUI-IA, aucun coût de contrôle (audit) ne doit être prévu par le partenariat du projet lors de l'établissement du budget du projet. Les contrôles sur place des projets seront également organisés par le Contrôle de premier niveau. Le contrôle sur place signifie que **le Contrôle de premier niveau visitera effectivement le projet et vérifiera que certaines activités, les achats de services et de produits ainsi que les investissements ont effectivement eu lieu conformément au formulaire de candidature approuvé pendant la mise en œuvre, et que les règlements afférents ont été respectés.**

Comme indiqué dans les principes de financement, les projets EUI-IA suivent le principe des « coûts totaux » : un projet est cofinancé par le FEDER à hauteur de 80 % des coûts totaux éligibles, et chaque partenaire de projet (autorité urbaine principale ou associée, partenaire de mise en œuvre et partenaire de transfert) recevant des moyens FEDER doit assurer une contribution financière pour compléter son budget jusqu'à l'objectif de contribution (20 % des coûts éligibles du partenaire au minimum).

Lorsque ces contributions proviennent de sources privées, elles ne relèvent pas de la législation sur les aides d'État. Lorsque les contributions proviennent de sources publiques et dans la mesure où les activités du projet sont non économiques, le financement de ces activités ne constitue pas une aide d'État. Toutefois, lorsque des contributions provenant de ressources publiques d'un État membre sont apportées à des projets qui impliquent des « activités économiques », c'est-à-dire l'offre de biens et de services sur le marché, ces projets doivent être conçus de manière à ce que toute contribution publique soit conforme aux règles relatives aux aides d'État à tous les niveaux, c'est-à-dire au niveau du propriétaire, du constructeur et/ou de l'exploitant du projet ou de l'installation. Dans ce cas, le financement public fourni doit être conforme aux exigences du règlement de minimis, ou aux conditions fixées dans le Règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) ou la décision SIEG pour les services d'intérêt économique général.

Des informations détaillées sur les marchés publics et les aides d'État sont fournies dans le guide EUI-IA.

7. PROCÉDURE DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature pour le deuxième appel à propositions de l'EUI-IA se compose des éléments suivants :

- Les présents **Termes de référence** sont disponibles dans toutes les langues de l'UE. Toutefois, en cas de divergences, veuillez noter que la version anglaise prévaut.
- Le guide EUI-IA (disponible uniquement en anglais) qui doit être largement consulté en ce qui concerne les règles générales de l'Initiative.
- Guide technique pour la plateforme d'échange électronique (EEP).
- Des instructions détaillées sur la manière de remplir le formulaire de candidature sont disponibles en ligne dans toutes les langues de l'UE sur le système EEP. Toutefois, en cas de divergences, veuillez noter que la version anglaise prévaut.
- **Application Form Courtesy Working Document** (une version de travail du formulaire de candidature et de la fiche de confirmation - un document Word disponible uniquement en anglais) comme outil d'aide au processus de rédaction de la candidature.

Toute la documentation peut être trouvée sur le site Internet de l'EUI.

Le processus de candidature est 100 % dématérialisé grâce à l'utilisation de l'EEP (<https://eep.urban-initiative.eu/>). La candidature se compose de :

- **Formulaire de candidature** : Le formulaire de candidature doit être rempli en utilisant la plateforme EEP en ligne. Il est composé de sections présentant l'idée du projet et sa justification (y compris des informations sur le caractère innovant de la proposition), le partenariat (y compris l'autorité urbaine principale, les partenaires de mise en œuvre, les partenaires de transfert et, le cas échéant, les autorités urbaines associées), les principaux objectifs et résultats attendus, le plan de travail et le budget proposés. L'édition et la soumission ne sont possibles que pendant un appel à propositions ouvert. L'application comprend un certain nombre de liens, de formules et de contrôles automatiques. Grâce à ces fonctionnalités, des messages d'erreur apparaissent dans le formulaire s'il n'est pas correctement rempli (y compris le manque de la Fiche de confirmation), et il ne peut être soumis. Cela permet de réduire considérablement le risque de soumettre des candidatures inéligibles.
- **Annexe** : Les candidats peuvent télécharger une annexe dans le système EEP qui sera jointe au formulaire de candidature. Il peut s'agir d'une carte présentant la zone d'intervention, d'un graphique, d'une infographie, etc. Le type et la taille du fichier à annexer sont précisés dans le guide EEP.

- **Fiche de confirmation** : La Fiche de confirmation est automatiquement générée par la plateforme en ligne lorsque le formulaire de candidature est complété ou après son achèvement. Elle doit être imprimée, signée par un représentant légal de l'autorité urbaine principale, scannée et téléchargée dans la partie H « Fiche de confirmation » du formulaire de candidature. Le formulaire de candidature ne peut être soumis sans la Fiche de confirmation.

Il est fortement recommandé aux candidats de remplir le formulaire de candidature dans un anglais clair, bien qu'il puisse également être soumis dans l'une des langues officielles de l'UE. Il convient de noter que les évaluations stratégiques et opérationnelles seront effectuées sur la base de la version anglaise du formulaire de candidature (traduite en anglais par un prestataire externe engagé par le Secrétariat permanent, si le formulaire de candidature est soumis dans une autre langue). La qualité de la traduction ne sera pas garantie par le Secrétariat permanent et sera donc au risque des candidats. En outre, le Contrat de subvention, la gestion du projet, les rapports formels, les éléments livrables clés et toute communication avec l'Entité mandatée et le Secrétariat permanent devront être en anglais.

**La date limite de soumission du formulaire de candidature et de la Fiche de confirmation
est la suivante
05/10/2023, 14h00 CEST**

8. PROCESSUS DE SELECTION

Après sa soumission, chaque candidature fait l'objet d'un processus de sélection organisé selon les étapes suivantes :

1. Contrôle d'éligibilité
2. Évaluation stratégique
3. Évaluation opérationnelle

8.1 CONTRÔLE D'ELIGIBILITE

À la clôture de l'appel à propositions EUI-IA, le Secrétariat permanent effectue un contrôle d'éligibilité de toutes les candidatures de projets soumises avant l'échéance de l'appel. L'objectif du contrôle d'éligibilité est de vérifier la conformité des formulaires de candidature reçus et de leurs annexes avec les critères d'éligibilité formels, d'éviter une nouvelle évaluation des candidatures inéligibles et de

garantir l'égalité de traitement de toutes les propositions qui seront sélectionnées pour un financement.

Les critères d'éligibilité de l'EUI-IA sont les suivants :

1. Le formulaire de candidature a été soumis par voie électronique via le système EEP avant la date limite indiquée dans les Termes de référence de l'appel à propositions.
2. Le formulaire de candidature est entièrement rempli.
3. Le candidat est une autorité urbaine unique d'une unité administrative locale définie, selon le degré d'urbanisation, comme une ville, une cité ou une banlieue (correspondant au code DEGURBA 1 ou au code DEGURBA 2 d'Eurostat) et comprenant au moins 50 000 habitants.

OU

Le candidat est une association ou un groupement d'autorités urbaines ayant le statut juridique d'agglomération organisée composée d'unités administratives locales, dont la majorité (au moins 51 %) des habitants vivent dans des unités administratives locales définies selon le degré d'urbanisation (DEGURBA) d'Eurostat comme des villes, des cités ou des banlieues (correspondant au code DEGURBA 1 ou au code DEGURBA 2) et dont la population totale combinée est d'au moins 50 000 habitants.

OU

Le candidat est une association ou un groupement d'autorités urbaines sans statut juridique d'agglomérations organisées où toutes les autorités urbaines concernées (autorité urbaine principale et autorités urbaines associées) sont des unités administratives locales définies selon le degré d'urbanisation (DEGURBA) d'Eurostat comme des villes, des cités ou des banlieues (correspondant au code DEGURBA 1 ou au code DEGURBA 2) et dont la population totale combinée (autorité urbaine principale et autorités urbaines associées) est d'au moins 50 000 habitants.

4. La période d'éligibilité est respectée : la date de fin du projet respecte les exigences de l'appel et de l'Initiative.
5. Les exigences budgétaires maximales (maximum 5 millions d'euros FEDER) et le principe de cofinancement (minimum 20 % de la contribution garantie par le partenariat) sont respectés.
6. Tous les partenaires impliqués (autorité urbaine principale, autorités urbaines associées et partenaires de mise en œuvre) sont dans les États membres de l'UE.
7. Dans le cas d'une association ou d'un groupement d'autorités urbaines sans statut juridique d'agglomération organisée, une autorité urbaine principale et les autorités urbaines associées sont présentées dans le formulaire de candidature.

8. Les autorités urbaines candidates (autorités urbaines principales et/ou autorités urbaines associées) sont impliquées dans une seule proposition de projet dans le cadre du même appel à propositions.
9. Les autorités urbaines candidates (autorités urbaines principales et/ou autorités urbaines associées) n'ont pas été sélectionnées et financées sur le même sujet lors d'un précédent appel à propositions EUI-IA.
10. Une Fiche de confirmation non modifiée et dûment signée par le représentant légal de l'autorité urbaine principale est téléchargée dans l'EEP, dans la section Fiche de confirmation du formulaire de candidature.

Si toutes les exigences énoncées ci-dessus ne sont pas respectées, la candidature est jugée **inéligible** et aucune évaluation supplémentaire n'est entreprise. Les candidats seront informés à la fin du contrôle d'éligibilité de la décision concernant leur candidature (poursuite ou non).

8.2 ÉVALUATION STRATEGIQUE

Les candidatures déclarées éligibles et recevables feront l'objet d'une évaluation stratégique réalisée par un panel d'experts externes. L'évaluation stratégique représente **70 %** de la pondération accordée à l'évaluation globale du projet et comprend les critères suivants :

- **Caractère innovant et pertinence** (30 %) Dans quelle mesure le candidat peut-il démontrer que la proposition de projet est une solution nouvelle qui présente une valeur ajoutée par rapport au thème de l'appel ? Dans quelle mesure la solution est-elle pertinente par rapport au contexte local et aux objectifs de la politique de cohésion ?
- **Partenariat et co-création** (12 %) Dans quelle mesure le partenariat est-il pertinent et solide pour mettre en œuvre la solution proposée et atteindre les résultats attendus. Dans quelle mesure la proposition permet-elle une participation et une co-création significatives des parties prenantes, des groupes cibles et des citoyens ?
- **Mesurabilité des résultats et de l'impact** (12 %) Dans quelle mesure les résultats attendus sont-ils spécifiques et réalistes, et reflètent-ils l'impact attendu du projet sur le contexte local, ainsi que sur les bénéficiaires/utilisateurs finaux ?
- **Durabilité et mise à l'échelle** (8 %) Dans quelle mesure le projet apportera-t-il une contribution durable pour relever le défi identifié ? Dans quelle mesure la solution proposée sera-t-elle autosuffisante au-delà de sa date de fin et a-t-elle le potentiel d'être transposée à une plus grande échelle si elle a fait ses preuves ?
- **Transférabilité** (8 %) Dans quelle mesure le projet sera-t-il potentiellement transférable à d'autres zones urbaines en Europe ?

Les questions d'évaluation indicatives pour chaque critère sont présentées dans le guide EUI-IA, chapitre 3.2 « Processus de sélection ».

À la suite de l'évaluation stratégique, le panel d'experts externes élabore une évaluation des candidatures et les classe en fonction de leur score dans l'évaluation stratégique. En accord avec la CE, les candidatures en tête de liste dans le classement général passent à l'évaluation opérationnelle. Les candidats sont informés à la fin du processus d'évaluation stratégique de la décision concernant leur candidature (poursuite ou non).

8.3 ÉVALUATION OPERATIONNELLE

L'évaluation opérationnelle est effectuée par le Secrétariat permanent et représente **30 %** de la pondération accordée à l'évaluation globale du projet. L'objectif principal de l'évaluation opérationnelle est de déterminer la solidité de la proposition, c'est-à-dire si elle est justifiée, réaliste, cohérente, complète, prête à être gérée efficacement et mise en œuvre rapidement, et si elle présente un bon rapport coût/réalisations. Les critères suivants sont évalués au cours de l'évaluation opérationnelle :

- **Conception et logique du projet** (12 %) Dans quelle mesure les éléments du plan de travail (activités, éléments livrables, réalisations, indicateurs) sont-ils complets, réalistes, cohérents et consistants ? Dans quelle mesure la conception du projet proposée permettra-t-elle d'atteindre les objectifs et les résultats escomptés ?
- **Faisabilité du projet et préparation opérationnelle** (8 %) Dans quelle mesure la proposition démontre-t-elle qu'elle est faisable (mise en œuvre dans le délai imparti) et prête sur le plan opérationnel ?
- **Dispositions organisationnelles et capacité opérationnelle** (5 %) Dans quelle mesure les activités de gestion et de communication sont-elles appropriées et soutiennent-elles la mise en œuvre globale du projet ?
- **Budget** (5 %) Dans quelle mesure le budget est-il cohérent et proportionné ?

Les questions d'évaluation indicatives pour chaque critère sont présentées dans le guide EUI-IA, chapitre 3.2 « Processus de sélection ».

Après l'évaluation opérationnelle, un comité de sélection effectue la sélection finale. Les candidats seront informés de la décision à la fin du processus d'évaluation opérationnelle.

8.4 SYSTÈME DE NOTATION DE L'EVALUATION

Un système de notation est utilisé pour faciliter le processus de décision. Une note de 1 à 10 est attribuée à chaque critère pondéré ; il en résulte une note moyenne par projet. L'échelle de notation suivante est utilisée :

9-10 - excellent

7-8 - bon

5-6 - adéquat

3-4 - pauvre

1-2 - très pauvre

Veuillez noter que si un projet obtient un score inférieur ou égal à 4 pour un critère d'évaluation, il est automatiquement rejeté et ne sera pas traité.

Le système de notation est appliqué en tenant compte non seulement des mérites spécifiques de chaque proposition de projet, mais aussi dans l'esprit d'un processus compétitif en considérant comparativement les autres propositions de projet soumises dans le cadre du même appel à propositions. Pour cette raison, les candidats des propositions de projet qui ne sont pas présélectionnées pour l'évaluation opérationnelle ou qui ne sont pas finalement approuvées ne reçoivent pas leurs notes respectives mais des commentaires détaillés pour tous les critères évalués.

Les porteurs de projet doivent noter que le fait d'être un projet sélectionné à l'issue du processus de sélection ne leur donne pas automatiquement le droit de recevoir la subvention européenne correspondante. Si les conditions définies au cours de la phase d'initiation du projet ne sont pas remplies (le projet n'étant pas suffisamment prêt pour être mis en œuvre), l'Entité mandatée se réserve le droit de mettre fin au projet et de le retirer de la liste des projets approuvés par l'EUI-IA (pour plus de détails, voir le guide de l'EUI-IA, chapitre 4 « phase d'initiation et contractualisation »).

8.5 CRITERES D'EXCLUSION DES CANDIDATS A UNE SUBVENTION

Conformément aux règles financières¹⁷, les candidats peuvent être exclus de la procédure d'attribution de la subvention si l'autorité urbaine principale ou les personnes ayant un pouvoir de représentation,

¹⁷ Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014, et la Décision n° 541/2014/UE et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 : <https://eur-lex.europa.eu/eli/req/2018/1046/oj>

de décision ou de contrôle au sein de l'autorité urbaine principale, ou les personnes essentielles à la mise en œuvre du projet se trouvent dans une ou plusieurs des situations d'exclusion suivantes :

- procédures de faillite, d'insolvabilité ou de liquidation,
- la violation des obligations relatives au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale,
- une faute professionnelle grave, y compris une fausse déclaration,
- fraude,
- corruption,
- un comportement lié à une organisation criminelle,
- le blanchiment d'argent ou le financement du terrorisme,
- les infractions terroristes ou liées à des activités terroristes,
- le travail des enfants et autres trafics d'êtres humains,
- irrégularité,
- créer ou être une société écran.

Pendant la procédure de candidature, tous les candidats doivent soumettre avec le formulaire de candidature une déclaration confirmant que l'autorité urbaine principale et les partenaires du projet ne tombent pas sous l'un des critères d'exclusion mentionnés ci-dessus. Cette déclaration est incluse dans la Fiche de confirmation jointe au formulaire de candidature dans le système EEP. Veuillez noter que la Fiche de confirmation doit être dûment signée par le représentant légal de l'autorité urbaine principale pour que la candidature soit considérée comme éligible lors du contrôle d'éligibilité.

Au cours de la procédure de sélection et avant la décision finale du Comité de sélection sur l'octroi de la subvention, le Secrétariat permanent vérifie les candidats dans le système de détection précoce et d'exclusion (EDES), le système établi par la Commission européenne pour renforcer la protection des intérêts financiers de l'Union et assurer une bonne gestion financière¹⁸. Si une autorité urbaine principale est détectée dans l'EDES, le Secrétariat permanent en informe le candidat, qui a alors la possibilité de présenter une défense avant la décision finale du Comité de sélection, dans le respect du principe de proportionnalité.

¹⁸ Article 142, Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union.

9. PHASE D'INITIATION ET CONTRACTUALISATION

La phase d'initiation couvre les 6 premiers mois avant la phase de mise en œuvre du projet. Son objectif est de s'assurer que toutes les conditions administratives sont réunies pour un démarrage efficace et sans heurts de la mise en œuvre du projet, et de fournir des garanties sur le niveau de préparation du projet (gestion du projet, mise en œuvre du projet, gestion des risques). Les principaux aspects abordés au cours de cette phase sont les formations sur la gestion du projet (y compris l'introduction au cadre de rapport et de suivi), le respect des exigences administratives et légales pour le démarrage du projet, l'intégration des recommandations du comité de sélection, l'audit ex-ante et le contrôle de l'état de préparation. La phase d'initiation vise également à établir une coopération fructueuse entre le projet et le Secrétariat permanent.

Le contrôle de l'état de préparation du projet est un processus intégré dans la phase d'initiation afin de prévenir autant que possible les problèmes majeurs inattendus pendant la mise en œuvre du projet. Le contrôle de l'état de préparation du projet est effectué à la fois par le Contrôle de premier niveau lors de l'audit ex-ante et par le Secrétariat permanent. Il couvre l'ensemble des questions de gestion, d'administration, de finances et de fonctionnement susceptibles d'affecter la bonne exécution du projet et la réalisation des résultats visés. Le contrôle de l'état de préparation examine également si le projet dispose d'une stratégie fiable et d'une anticipation suffisante en ce qui concerne les sujets abordés dans la section « Gestion des risques » du formulaire de candidature (c'est-à-dire la gestion du projet, la capacité humaine à mettre en œuvre le projet, la préparation aux procédures de passation de marchés, un calendrier réaliste, l'environnement juridique pour la mise en œuvre du projet, la documentation relative aux investissements, la localisation et les autorisations administratives...).

Si la phase d'initiation n'est pas achevée avec succès dans le délai proposé de 6 mois (l'une des étapes susmentionnées n'est pas finalisée, ou le résultat négatif de l'audit ex-ante et/ou du contrôle de l'état de préparation), l'Entité mandatée a le droit de mettre fin au projet (en considérant que le concept n'est pas encore assez prêt pour être opérationnalisé), et de le retirer de la liste des projets approuvés par l'EUI-IA. Dans ce cas, seuls les deux montants forfaitaires pour la phase de préparation et d'initiation du projet sont versés au projet. Si la phase d'initiation est interrompue avant d'être achevée (par exemple, le projet est abandonné), seule la somme forfaitaire prévue pour les coûts de préparation du projet sera versée à l'autorité urbaine principale.

La réussite de la phase d'initiation est la condition *sine qua non* pour recevoir le financement FEDER pour la mise en œuvre et le début de la phase de mise en œuvre du projet.

10. COMMENT OBTENIR DE L'AIDE

Le personnel du Secrétariat permanent sera prêt à aider les candidats pour toute question technique qu'ils pourraient avoir pendant l'appel à propositions EUI-IA - les détails peuvent être trouvés sur le site Internet de l'EUI. En outre :

- Le Secrétariat permanent organisera des séminaires pour les candidats dans différentes villes d'Europe. Les dates et lieux des séminaires pour les candidats sont disponibles sur le site Internet de l'EUI. Au cours de ces séminaires, les participants auront la possibilité d'organiser des réunions bilatérales avec des membres du Secrétariat permanent et/ou des représentants de la CE pour discuter de leur idée de projet.
- Des webinaires en ligne sur des aspects spécifiques du développement et de la soumission des projets seront organisés.
- Une section de questions-réponses en ligne est disponible sur le site Internet de l'EUI et des consultations bilatérales en ligne seront organisées.
- Le kit de candidature (composé des éléments suivants : les Termes de référence, le guide EUI-IA, le guide technique pour la plateforme d'échange électronique (EEP), les instructions détaillées sur la manière de remplir le formulaire de candidature disponible en ligne dans toutes les langues de l'UE sur le système EEP, et l'Application Form Courtesy Working Document) est disponible sur le site Internet de l'EUI.

11. DATES CLÉS

- **31/05/2023** - lancement du deuxième appel à propositions de l'EUI-IA
- **06/2023 – 09/2023** - séminaires pour les candidats et consultations en ligne
- **05/10/2023 (14h00 CEST)** - date limite pour la soumission des formulaires de candidature
- **05/2024** - date indicative de la décision finale pour l'approbation des projets
- **11/2024** - date de fin de la phase d'initiation
- **01/12/2024** - date de début de la mise en œuvre pour tous les projets approuvés

Nous attendons avec impatience de lire vos propositions de projet prochainement !